

Si les perceptions sont mauvaises, la réalité est pire : Les citoyens signalent une prédation répandue de la part des policiers africains

Dépêche d'Afrobarometer No. 512 | Carolyn Logan, Josephine Appiah-Nyamekye Sanny et Luyando Katenda

Résumé

Au cours des deux dernières années, le mouvement #EndSARS au Nigéria et les abus abondamment dénoncés des forces de police chargées de faire respecter les restrictions liées à la pandémie ont suscité un regain d'intérêt quant aux comportements des forces de sécurité africaines. De gigantesques manifestations contre la brutalité policière ont ébranlé non seulement le Nigéria (Busari, 2020 ; Obaji, 2020 ; Amnesty International, 2020 ; Adegoke, 2020) mais aussi le Ghana (BBC, 2020), le Kenya (Odula, 2020) et l'Afrique du Sud (Harrisberg, 2020).

Les manifestations au Nigéria et ailleurs ont éclaté dans un contexte de perceptions et d'expériences publiques généralisées du caractère corrompu, indigne de confiance et inefficace de la police. La question de savoir si la police devrait être considérée comme « protectrice ou prédatrice » oriente de plus en plus le débat.

Sur la base d'entretiens réalisés dans 34 pays africains en 2019/2021, Afrobarometer identifie des modèles persistants de manque de confiance et des niveaux élevés de corruption policière perçue dans de nombreux pays. Ces perceptions sont façonnées par des expériences personnelles directes qui impliquent trop souvent des contacts indésirés avec la police, un service médiocre à la population et des sollicitations fréquentes de pots-de-vin. Si le Nigéria est l'un des pays les plus touchés, il n'est en revanche pas le seul où ces problèmes sont répandus.

Un petit nombre de pays présentent un tableau plus reluisant. La corruption perçue et le paiement effectif de pots-de-vin sont beaucoup moins fréquents au Botswana, au Cabo Verde, à Maurice, en Namibie, en Tanzanie et en Tunisie. L'évaluation des performances gouvernementales dans le cadre de la lutte contre la criminalité et la capacité des citoyens à obtenir l'assistance de la police sont bien supérieures à la moyenne au Bénin, en Tanzanie, au Botswana et en Eswatini. Certes, ces pays ont encore des progrès à faire, mais leurs forces de police pourraient servir de modèles aux pays moins performants.

Mais ces résultats mettent en évidence le fait que de nombreuses forces de police à travers le continent ont un travail considérable à faire avant de pouvoir être considérées comme des forces positives et protectrices, promotrices de la sécurité et du développement social, plutôt que comme un fardeau pour la société qui cible prioritairement les populations les plus vulnérables.

Sondages d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et neutre de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences africaines et les évaluations en matière de démocratie,

de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds de sondages ont été réalisés dans quelques 39 pays depuis 1999. Le huitième round d'enquêtes (2019/2021) couvre 34 pays – 18 pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020 et 16 sondés (après une interruption due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs qui donnent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays est basée sur 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain). Les données sont pondérées de manière à obtenir des échantillons représentatifs au niveau national.¹ Pour le calcul des moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population). En raison des arrondis, les totaux indiqués pourraient différer d'un point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

Principales conclusions

Concernant l'expérience de la criminalité et de l'insécurité :

- Un grand nombre de citoyens ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier (47%) ou même à l'intérieur de leur maison (39%). Le sentiment public de sécurité a fortement diminué depuis le dernier round d'enquête en 2016/2018.
- Les citoyens les plus démunis se sentent beaucoup moins en sécurité que leurs concitoyens plus aisés : Plus d'un quart (28%) ne se sentent la plupart du temps pas en sécurité en marchant dans leur quartier, soit plus de trois fois plus que chez les plus riches (8%).

Concernant l'évaluation des performances gouvernementales :

- En moyenne, à travers 34 pays, 40% seulement des Africains évaluent positivement les efforts de leur gouvernement visant à réduire la criminalité. Pour la première fois en plus de deux décennies d'enquêtes Afrobarometer, une majorité pense que les performances gouvernementales dans ce domaine sont mauvaises.

Concernant la présence policière :

- Le niveau de présence de la police dans les communautés varie considérablement d'un pays à l'autre, comme en témoignent les commissariats de police, les barrages routiers et les données connexes. Les enquêteurs d'Afrobarometer ont enregistré la présence de commissariats dans plus de deux tiers des zones de dénombrement (ZD) au Cameroun (68%), mais dans moins d'un sur cinq au Niger (19%).
- La présence des barrages routiers est également très variable, et n'est généralement pas proportionnel à la présence de commissariats de police. Les enquêteurs ont rencontré des barrages policiers ou militaires dans 42% des ZD visitées au Cameroun et 35% au Soudan – mais aucun à Maurice, au Cabo Verde et en Ouganda.

Concernant la corruption et la (manque de) confiance :

- En moyenne à travers 34 pays, la police est perçue comme la plus corrompue parmi neuf institutions gouvernementales et sociales. Près de la moitié (47%) des répondants

¹ L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est nationalement représentatif, mais il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte du pays. L'insécurité et les difficultés qui en ont découlé dans l'obtention des autorisations nécessaires pour les travaux de terrain n'ont pas permis à Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette région.

déclarent que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police de leur pays sont corrompus.

- Bien que généralement élevée, la corruption perçue au sein de la police varie considérablement d'un pays à l'autre. Moins d'un quart des citoyens déclarent que « la plupart » ou « tous » les policiers sont corrompus en Tunisie (24%), en Tanzanie (23%), au Cabo Verde (22%) et au Maroc (15%). Mais plus de deux tiers des Gabonais (69%), Ougandais (68%), Kenyans (68%) et Libériens (67%) émettent cette triste opinion.
- Moins de la moitié (49%) des répondants déclarent avoir « quelque peu » ou « beaucoup » confiance en la police.

Concernant les contacts avec la police :

- Environ un citoyen sur sept (15%) a sollicité l'assistance de la police au cours de l'année précédente. Une proportion bien plus importante (39%) déclarent avoir eu affaire à la police dans d'autres circonstances, telles qu'à des points de contrôle, des vérifications d'identité ou au cours d'enquêtes. Les répondants jeunes, urbains, de sexe masculin et plus instruits sont les plus susceptibles d'avoir affaire à la police.
- Parmi ceux qui ont rencontré la police, 51% ont éprouvé des difficultés à obtenir l'assistance dont ils avaient besoin, et un tiers ont dû verser des pots-de-vin pour obtenir de l'assistance (36%) ou échapper aux problèmes (34%).
- Les niveaux de corruption ne sont pas liés aux niveaux de contact. Si l'Eswatini et le Cameroun affichent les niveaux de contact les plus élevés (75% et 69% respectivement), près de trois fois plus de Camerounais ont dû verser des pots-de-vin (35% de l'ensemble des répondants, contre 12% en Eswatini). Les taux de contact et de corruption étaient beaucoup plus faibles en Ethiopie (23% de contact, 6% de pots-de-vin) et en Tanzanie (21% de contact, 8% de pots-de-vin).
- Les pauvres sont tout particulièrement susceptibles d'être affectés par la médiocrité des services et les demandes de pots-de-vin. Malgré un niveau de contact quelque peu inférieur à celui des riches (46% chez les nantis contre 44% chez les démunis), ils sont presque deux fois plus susceptibles d'avoir versé des pots-de-vin (18% chez les plus démunis, 10% chez les plus nantis).

Concernant les répercussions des pots-de-vin :

- Il existe une forte corrélation négative au niveau national entre la proportion de la population qui a versé des pots-de-vin à la police et les niveaux de confiance vis-à-vis de la police. La corruption sape clairement la confiance des citoyens vis-à-vis de leurs forces de sécurité.

Contexte : L'expérience de la criminalité et de l'insécurité

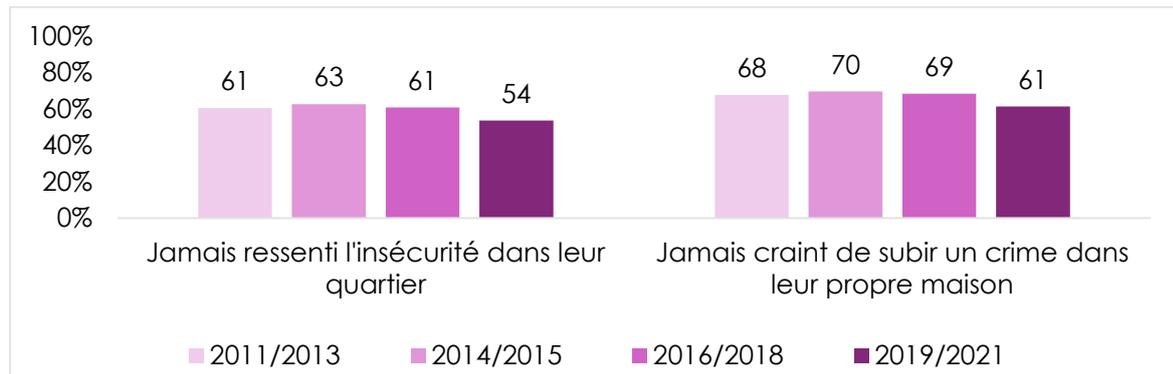
En principe, la police joue plusieurs rôles essentiels dans la société : Elle veille à l'application de la loi et maintient l'ordre public ; elle prévient, combat et enquête sur les activités criminelles ; elle répond aux situations d'urgence ; et, plus essentiellement, elle protège et sécurise les citoyens et leurs biens.

Mais le manque du sentiment personnel de sécurité est un problème répandu et grandissant sur une grande partie du continent. Afrobarometer demande aux répondants s'ils ne se sentent pas en sécurité en marchant dans leur quartier et s'ils craignent de subir des actes de criminalité à l'intérieur de leur maison. Dans les 34 pays où ces questions ont été posées en

2019/2021, près de la moitié (47%) des répondants déclarent s'être sentis en danger en marchant dans leur quartier au moins une fois, dont 16% qui affirment avoir eu ce sentiment « plusieurs fois » ou « toujours ». Quatre personnes sur 10 (39%) craignent de subir des actes de criminalité dans leur propre maison, dont 14% qui éprouvent fréquemment cette crainte.

Par ailleurs, les citoyens sont de plus en plus déçus dans leur quête de sécurité personnelle. Dans les 30 pays sondés au cours de la dernière décennie, on constate une baisse de 7 points de pourcentage des proportions des répondants qui affirment n'avoir « jamais » ressenti la peur chez eux (de 68% à 61%) ou dans leur quartier (de 61% à 54%) (Figure 1).

Figure 1 : Un sentiment de sécurité en recul | 30 pays | 2011-2021



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% de ceux qui répondent « jamais »)

Le sentiment personnel de sécurité ou d'insécurité des citoyens varie considérablement d'un pays à l'autre. Les Tanzaniens sont les plus confiants dans leurs déplacements au sein de leur communauté, mais même dans ce cas, près d'un sur cinq (18%) déclarent se sentir en insécurité au moins de temps en temps (Figure 2). Les Mauriciens, Nigériens et Sierra-Léonais viennent ensuite avec « seulement » trois personnes sur 10 qui expriment leur inquiétude. Mais la situation est très différente au Gabon, au Cameroun, en Zambie, au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali, des pays où plus de six sur 10 citoyens ressentent au moins de temps en temps de la peur dans leur quartier. Plus d'un tiers des Maliens (36%) et des Gabonais (34%) disent s'être sentis en insécurité « plusieurs fois » ou « toujours » au cours de l'année écoulée.

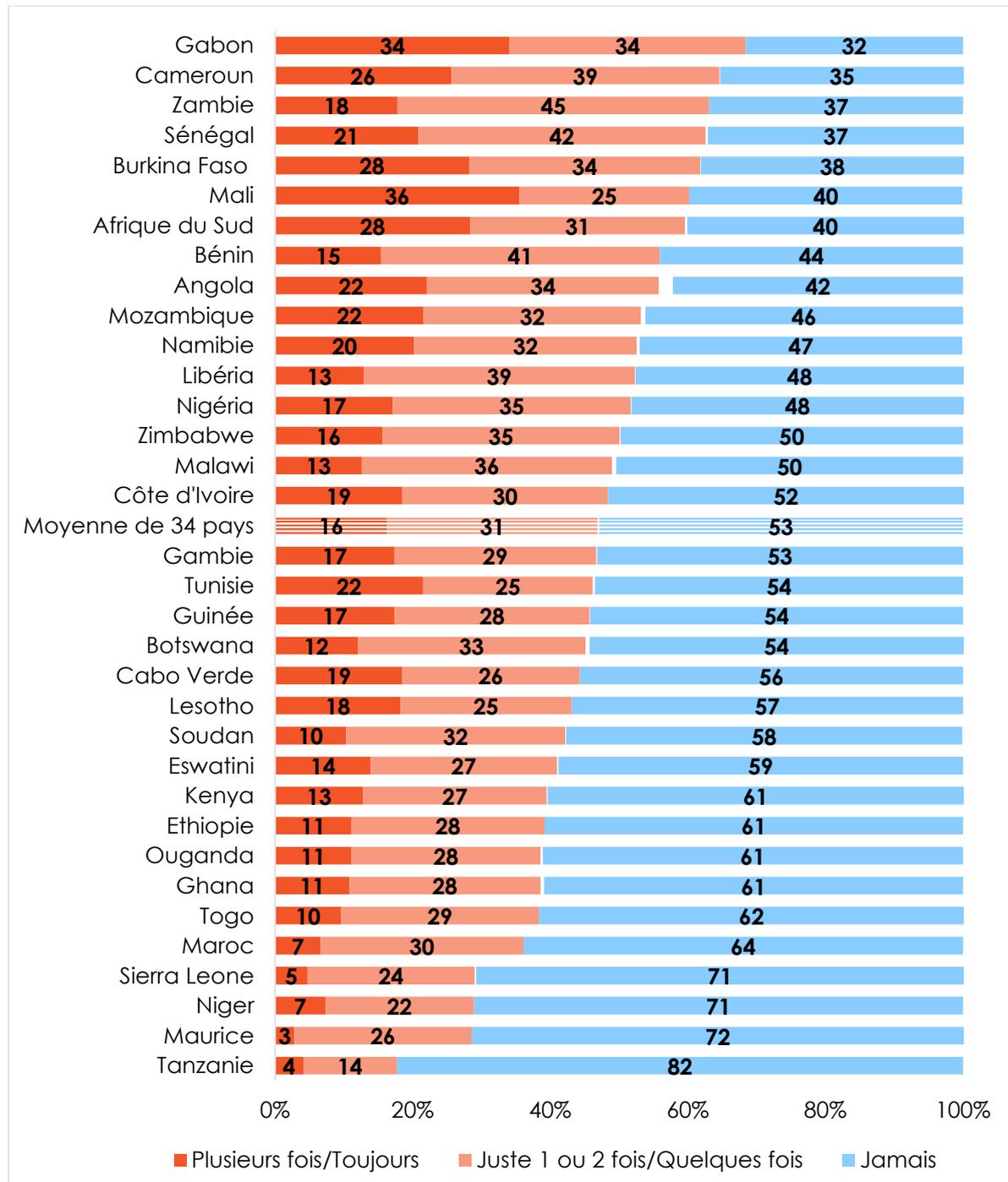
Si les hommes (46%) et les femmes (48%) rapportent des niveaux similaires d'insécurité en se promenant dans leur communauté, d'autres différences démographiques sont plus prononcées. Les moins de 35 ans (48%-49%) se sentent plus en insécurité que leurs aînés de plus de 55 ans (41%-44%), tandis que les répondants plus instruits sont quelque peu plus susceptibles de manifester de la crainte que les moins instruits (51% contre 44%). Les citadins (55%) se préoccupent en outre beaucoup plus de leur sécurité personnelle que les habitants des zones rurales (42%).

Mais les différences les plus flagrantes s'observent au niveau des catégories de revenus.² L'on pourrait supposer que les individus les plus riches, ayant plus de biens physiques à perdre, seraient les plus vulnérables, mais en réalité les pauvres sont beaucoup plus

² L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de produits de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour faire la cuisine, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour un complément d'information sur la pauvreté vécue.

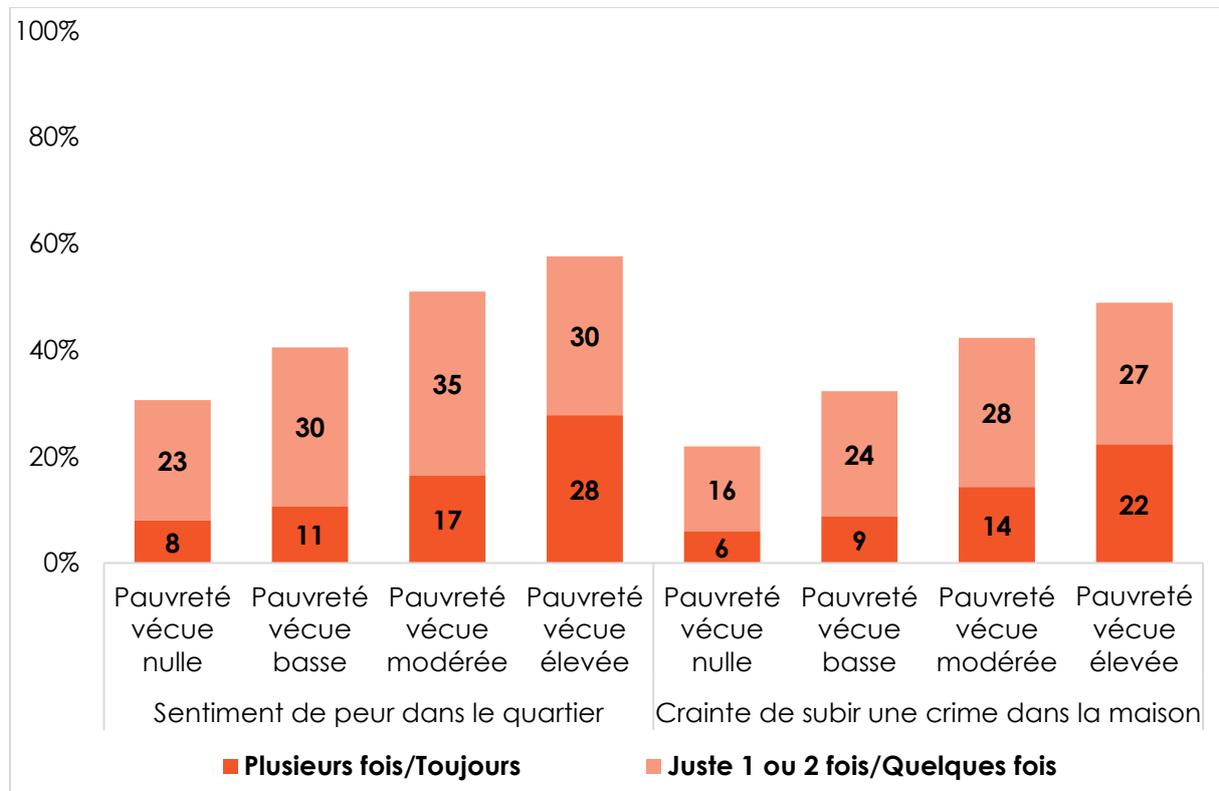
susceptibles de se sentir en insécurité (Figure 3). Si l'on compare le groupe le plus pauvre au groupe le plus riche, près de deux fois plus de répondants parmi les plus pauvres déclarent avoir ressenti de la peur en marchant dans leur quartier au cours de l'année écoulée (58% contre 31%), et plus de trois fois plus déclarent que cela s'est produit fréquemment ou toujours (28% contre 8%). Les tendances sont similaires en ce qui concerne la crainte de la criminalité à la maison.

Figure 2 : Sentiment d'insécurité dans le quartier | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ?

Figure 3 : Insécurité et pauvreté | 34 pays | 2019/2021



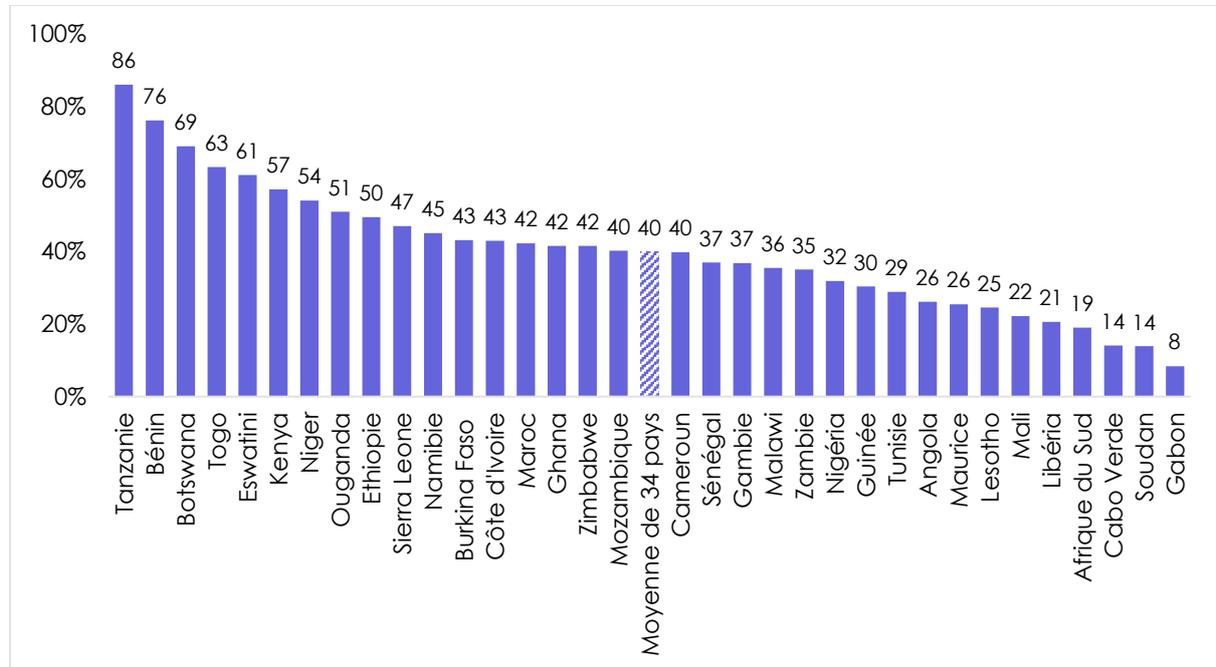
Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ?

À la lumière de ces résultats, il n'est pas étonnant que la plupart des gouvernements recueillent de très mauvaises évaluations pour leur gestion de la criminalité (Figure 4). En moyenne, à travers 34 pays, à peine 40% des citoyens déclarent que leur gouvernement réussit « assez bien » ou « très bien » à lutter contre la criminalité ; pour la première fois en plus de deux décennies d'enquêtes Afrobarometer, une majorité (58%) déclarent que leur gouvernement réalise une mauvaise performance dans ce domaine. La plupart des répondants attribuent des évaluations négatives à leur gouvernement dans 25 des 34 pays, et moins d'un répondant sur cinq ont des commentaires positifs au Gabon (8% assez/très bien), au Soudan (14%), au Cabo Verde (14%) et en Afrique du Sud (19%). Les citoyens sont bien plus satisfaits en Tanzanie (86%), au Bénin (76%) et au Botswana (69%).

Dans les 29 pays où les performances gouvernementales en termes de lutte contre la criminalité ont été mesurées au cours de la dernière décennie, nous constatons une évolution marquée. Pas plus tard qu'en 2016/2018 (Round 7), une faible majorité (51%) attribuaient à leurs gouvernements des évaluations positives, mais depuis lors, on observe une chute précipitée de 9 points de pourcentage des évaluations positives et une augmentation encore plus marquée de 11 points des évaluations négatives (Figure 5).

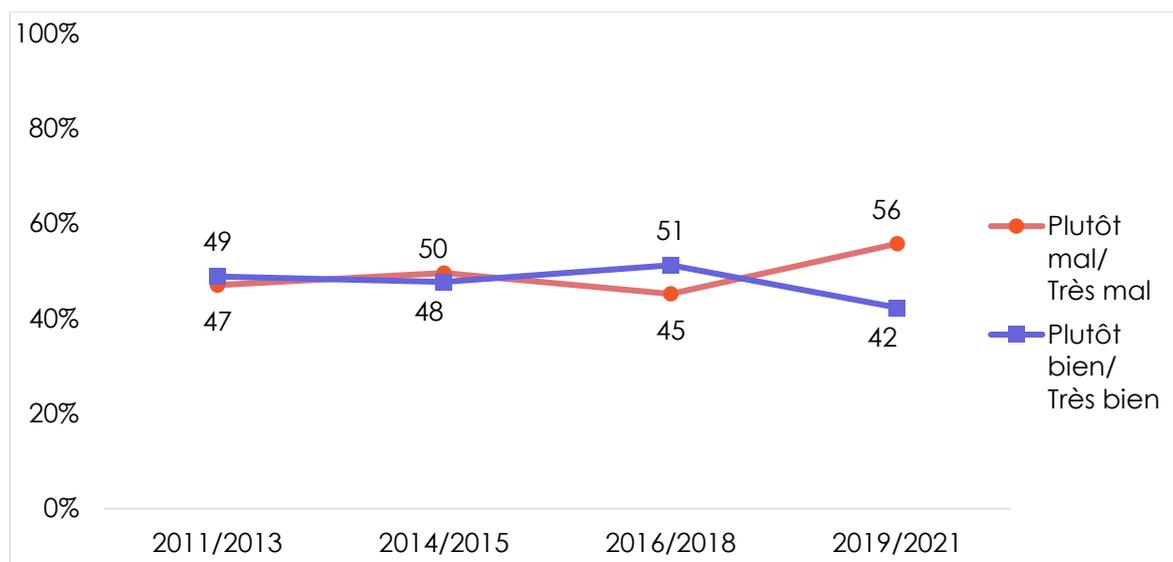
Ce grand recul entre 2016/2018 et 2019/2021 est le plus prononcé au Lesotho (-43 points de pourcentage), au Libéria (-32 points), au Cabo Verde (-23 points) et au Nigéria (-21 points), mais 11 autres pays affichent également des déclin à deux chiffres de l'appréciation des performances (Figure 6). Trois seulement enregistrent des hausses à deux chiffres : le Bénin (+28 points), le Togo (+13 points) et la Tanzanie (+12 points).

Figure 4 : Performance gouvernementale : Réduction de la criminalité | 34 pays
 | 2019/2021



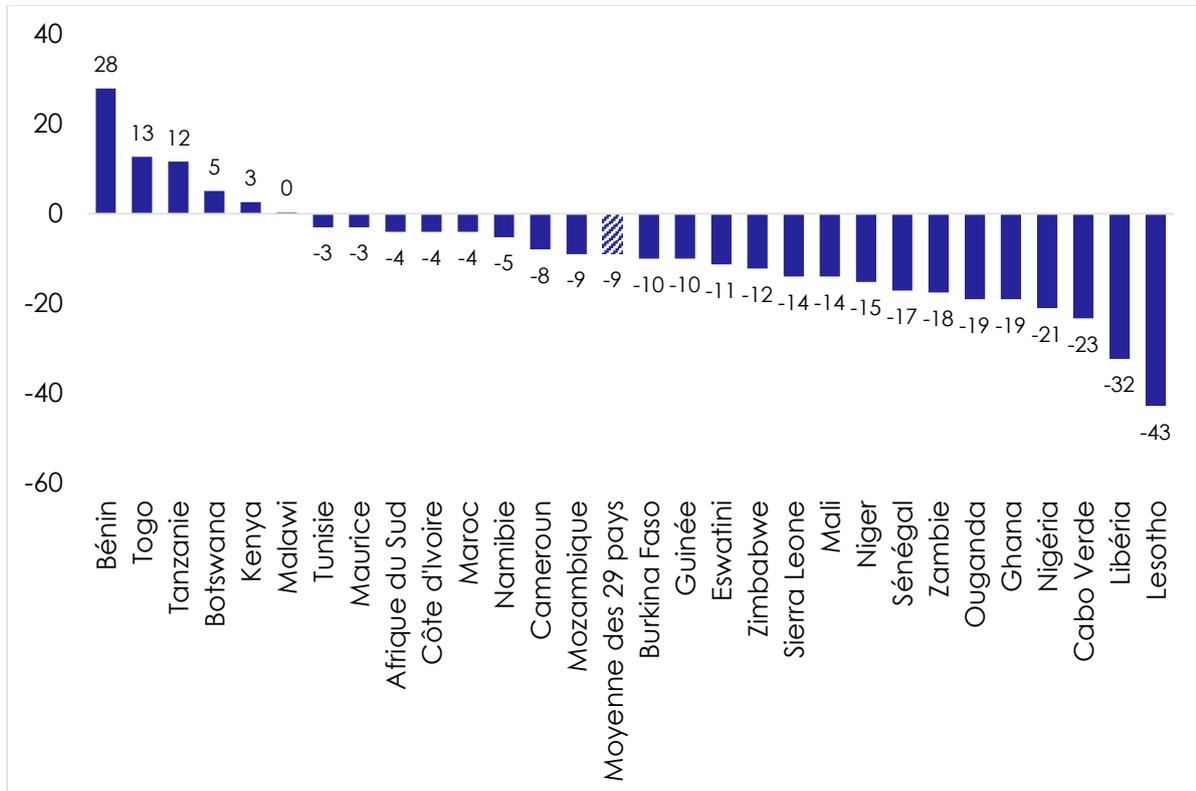
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La réduction de la criminalité ? (% de ceux qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

Figure 5 : Performance gouvernementale : Réduction de la criminalité | 29 pays |
 2011-2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La réduction de la criminalité ?

Figure 6 : Evolution de la performance gouvernementale pour ce qui est de la réduction de la criminalité | 29 pays | 2016-2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La réduction de la criminalité ? (% de ceux qui répondent « plutôt bien » ou « très bien » en 2019/2021 moins % de ceux qui étaient du même avis en 2016/2018. Les chiffres positifs indiquent une amélioration.)

La présence de la police

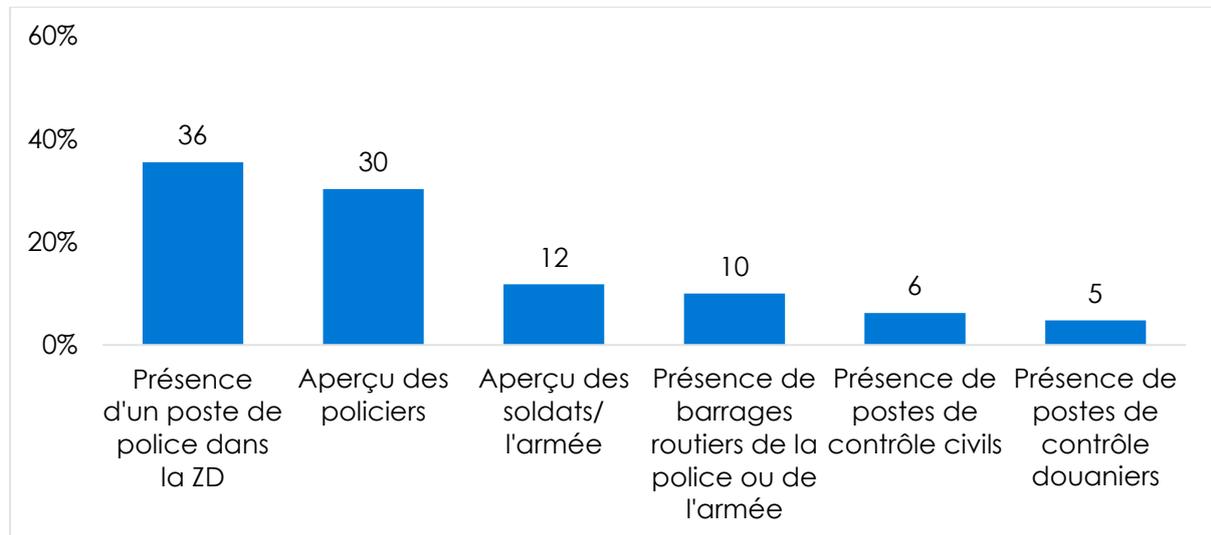
Dans un contexte où les citoyens éprouvent un sentiment d'insécurité généralisé et sont déçus des efforts déployés par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la criminalité, comment perçoivent-ils la police et comment interagissent-ils avec elle ? Nous allons dans un premier temps examiner les mesures de base de la présence de la police avant de passer à des explorations plus détaillées des interactions entre les forces de police et les populations.

Dans le cadre des travaux de terrain dans un pays donné, les équipes de terrain d'Afrobarometer visitent entre 150 (pour les sondages avec n=1.200) et 300 (pour les sondages avec n=2.400) zones de dénombrement (ZD). Elles réalisent huit entretiens dans chaque ZD et recueillent également des informations sur la présence de services et d'équipements de base dans cette ZD. Les informations présentées dans cette section proviennent de ces observations au niveau des ZD enregistrées par les équipes de terrain, plutôt que des entretiens individuels. Ces informations comprennent plusieurs indicateurs de la présence de la police et d'autres forces de sécurité.

La preuve la plus habituelle de la présence de la sécurité est la présence physique d'un commissariat de police, qui était évidente dans 36% des ZD visitées (Figure 7). Les équipes de terrain ont effectivement vu des policiers dans 30% des ZD et des soldats dans 12% d'entre

elles. En outre, les équipes ont rencontré de fréquents postes de contrôle ou barrages routiers dans les ZD, y compris ceux gérés par la police ou l'armée (10%), par les forces de sécurité privée ou les membres de la communauté (6%), et par les autorités douanières (5%).

Figure 7 : Présence de la police et de forces de sécurité dans les zones de dénombrement (ZD) | 34 pays | 2019/2021



Source : Observations des équipes de terrain d'Afrobarometer dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée dans le cadre des entretiens réalisés pendant les travaux de terrain. Les équipes visitent entre 150 et 300 ZD dans chaque pays, en fonction de la taille de l'échantillon.

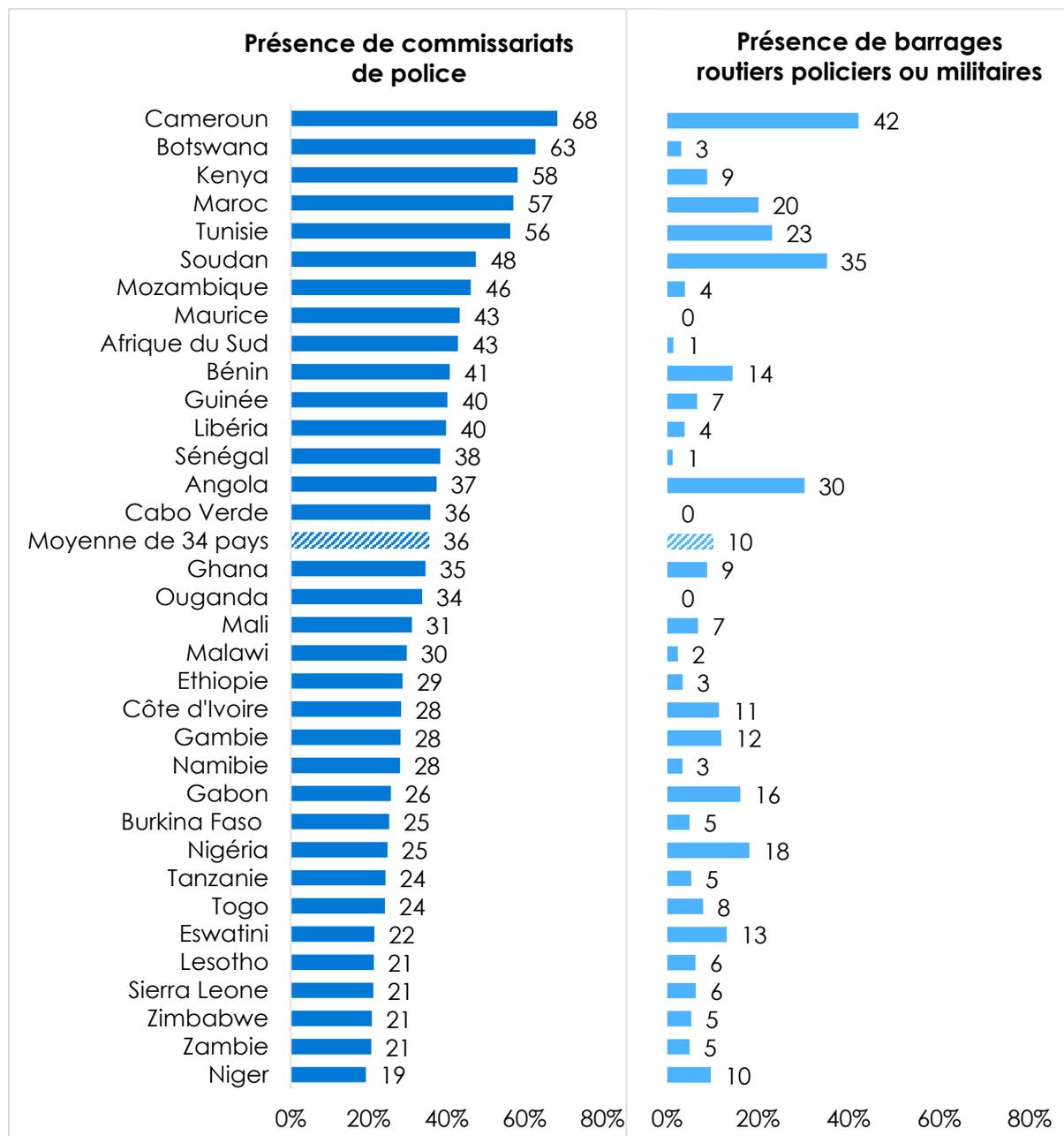
La présence de la police est très variable d'un pays à l'autre. Des commissariats de police ont été enregistrés dans plus de la moitié des ZD visitées au Cameroun (68%), au Botswana (63%), au Kenya (58%), au Maroc (57%) et en Tunisie (56%), mais dans moins d'une ZD sur cinq au Niger (19%).

Par ailleurs, la façon dont la police marque sa présence peut également être extrêmement variable. Au Cameroun, où 68% des ZD disposent d'un commissariat de police, les équipes de terrain ont rencontré des barrages routiers de la police ou de l'armée dans 42% de toutes les ZD visitées (Figure 8). En revanche, la présence des commissariats de police est presque aussi élevée au Botswana (63%), mais les équipes de terrain n'ont rencontré des barrages routiers que dans 3% des ZD. Globalement, il semble n'y avoir qu'une relativement faible corrélation au niveau national entre la présence physique des commissariats de police et l'usage par la police de barrages routiers dans les communautés locales.³

Il importe également d'observer que les implications d'une présence élevée de la police ne sont pas nécessairement manifestes. Dans les pays où la grande présence de la police équivaut à « plus de barrages routiers », ces barrages routiers sont-ils en réalité un moyen de faire appliquer la loi, une opportunité de prédation policière, ou les deux ? Il ne semble pas que la présence de la police dans une communauté donne nécessairement le sentiment de sécurité aux résidents. En moyenne à travers 34 pays, les résidents des communautés qui disposent de commissariats de police se sentaient marginalement *moins* en sécurité dans leur quartier (50% ne se sont jamais sentis en insécurité, contre 54% dans les ZD sans commissariats de police) et dans leurs maisons (60% n'ont jamais craint des crimes, contre 62% dans les ZD sans commissariats de police).

³ Coefficient r de Pearson =0,399, significatif au niveau 0,05

Figure 8 : Présence de la police dans les zones de dénombrement (ZD) | 34 pays | 2019/2021



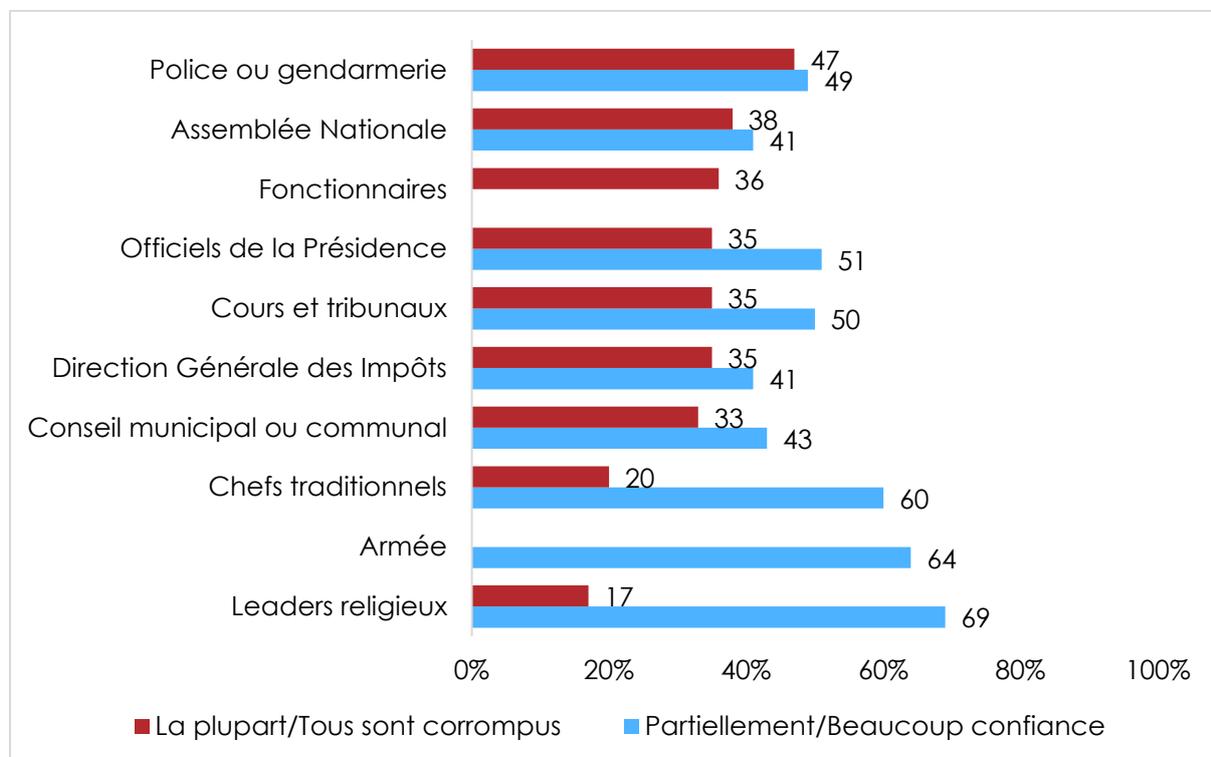
Source : Observations des équipes de terrain d'Afrobarometer dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée dans le cadre des entretiens réalisés pendant les travaux de terrain. Les équipes visitent entre 150 et 300 ZD dans chaque pays, en fonction de la taille de l'échantillon.

Perceptions vis-à-vis de la police : Corruption et (manque de) confiance

Si en principe la mission de la police vise manifestement à renforcer la sûreté, la sécurité et le développement social, la question de savoir si, en pratique, elle agit comme « protectrice ou prédatrice » revient bien trop souvent (Agbiboa, 2015 ; Newham & Faull, 2011 ; Wambua, 2015). Les citoyens perçoivent-ils la police comme une composante de la stratégie visant à relever les défis auxquels ils sont confrontés, ou comme une partie de leur problème ?

Cette dernière proposition est généralement offerte en réponse. À travers le continent, les citoyens attribuent aux forces de police africaines de piètres appréciations en matière d'intégrité et de fiabilité. La police est, en moyenne, perçue comme la plus corrompue parmi neuf institutions gouvernementales et sociétales majeures. Presque la moitié (47%) des répondants déclarent que « la plupart » ou « tous » les policiers de leur pays sont corrompus, bien plus que la proportion de ceux qui perçoivent une corruption généralisée parmi les membres du Parlement (38%), le personnel des services fiscaux (35%), les juges et magistrats (35%) et les fonctionnaires de la Présidence (35%) (Figure 9). Moins de la moitié des répondants (49%) disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la police, ce qui la rend moins digne de confiance que les présidents et leurs collaborateurs (51%), les chefs traditionnels (60%), les militaires (64%) et les leaders religieux (69%).

Figure 9 : Confiance et corruption perçue vis-à-vis des institutions | 34* pays
 | 2019/2020



Questions posées aux répondants :

A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

* Les questions relatives aux membres du Parlement n'ont pas été posées au Soudan.

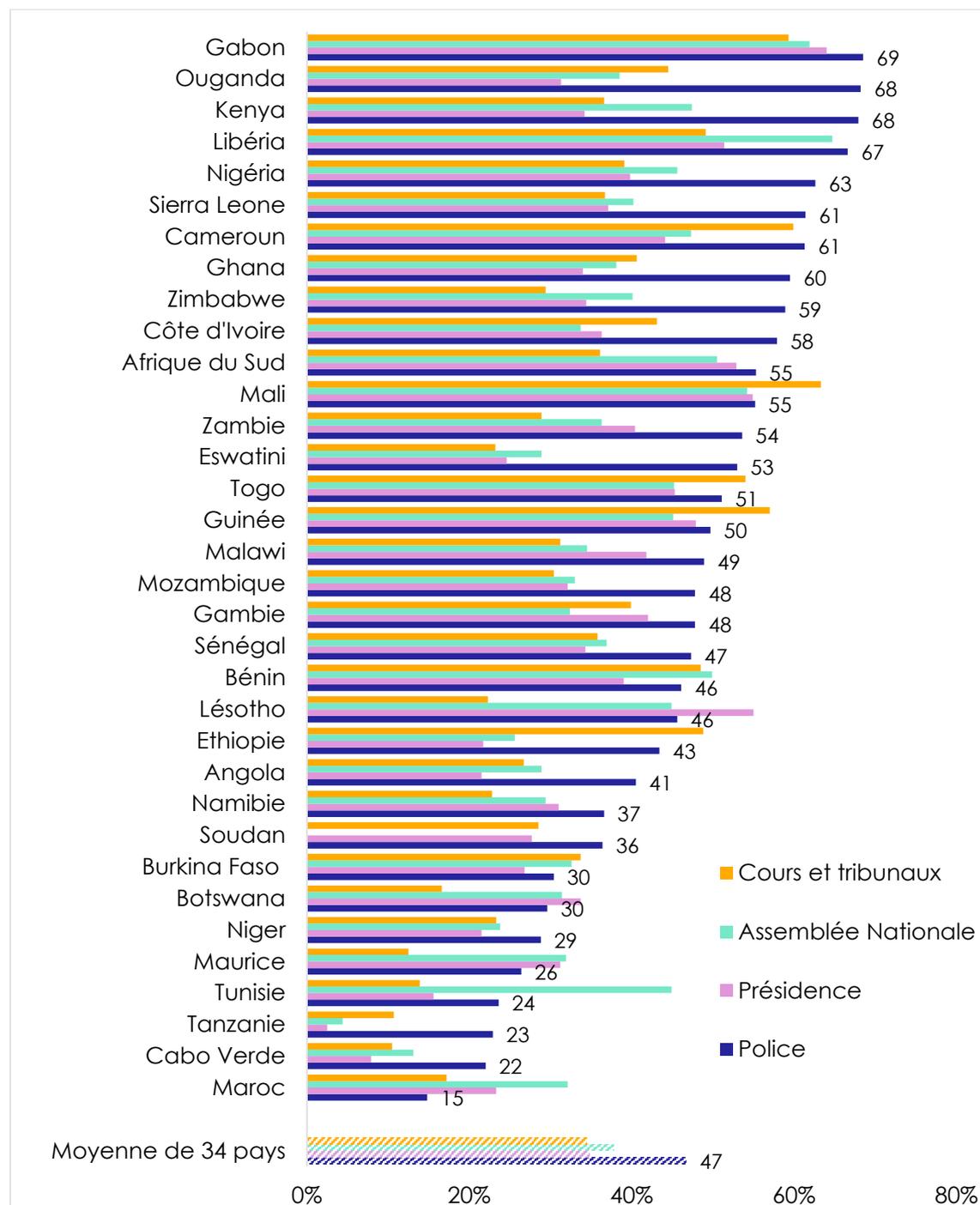
Les questions relatives aux chefs traditionnels n'ont pas été posées au Cabo Verde, à Maurice et en Tunisie.

Les questions relatives aux conseils et conseillers locaux n'ont pas été posées en Angola et au Soudan.

Quoique généralement élevée, la corruption perçue chez les policiers varie considérablement d'un pays à l'autre. Au moins deux tiers des citoyens considèrent que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police sont corrompus au Gabon (69%), en Ouganda (68%), au Kenya (68%) et au Libéria (67%) (Figure 10). En revanche, seule une personne sur cinq environ partagent cette perception en Tanzanie (23%), au Cabo Verde (22%) et au Maroc (15%).

Dans 23 des 34 pays, la police est considérée plus corrompue que trois autres institutions majeures (les juges et magistrats, le Parlement et la Présidence). Dans plusieurs pays, comme le Gabon, le Mali et la Guinée, la corruption perçue est élevée dans de nombreuses institutions gouvernementales. Mais dans d'autres, notamment en Côte d'Ivoire, en Eswatini, au Ghana, au Kenya, au Nigéria, en Sierra Leone et en Ouganda, la police est considérée comme bien plus corrompue que les autres institutions gouvernementales.

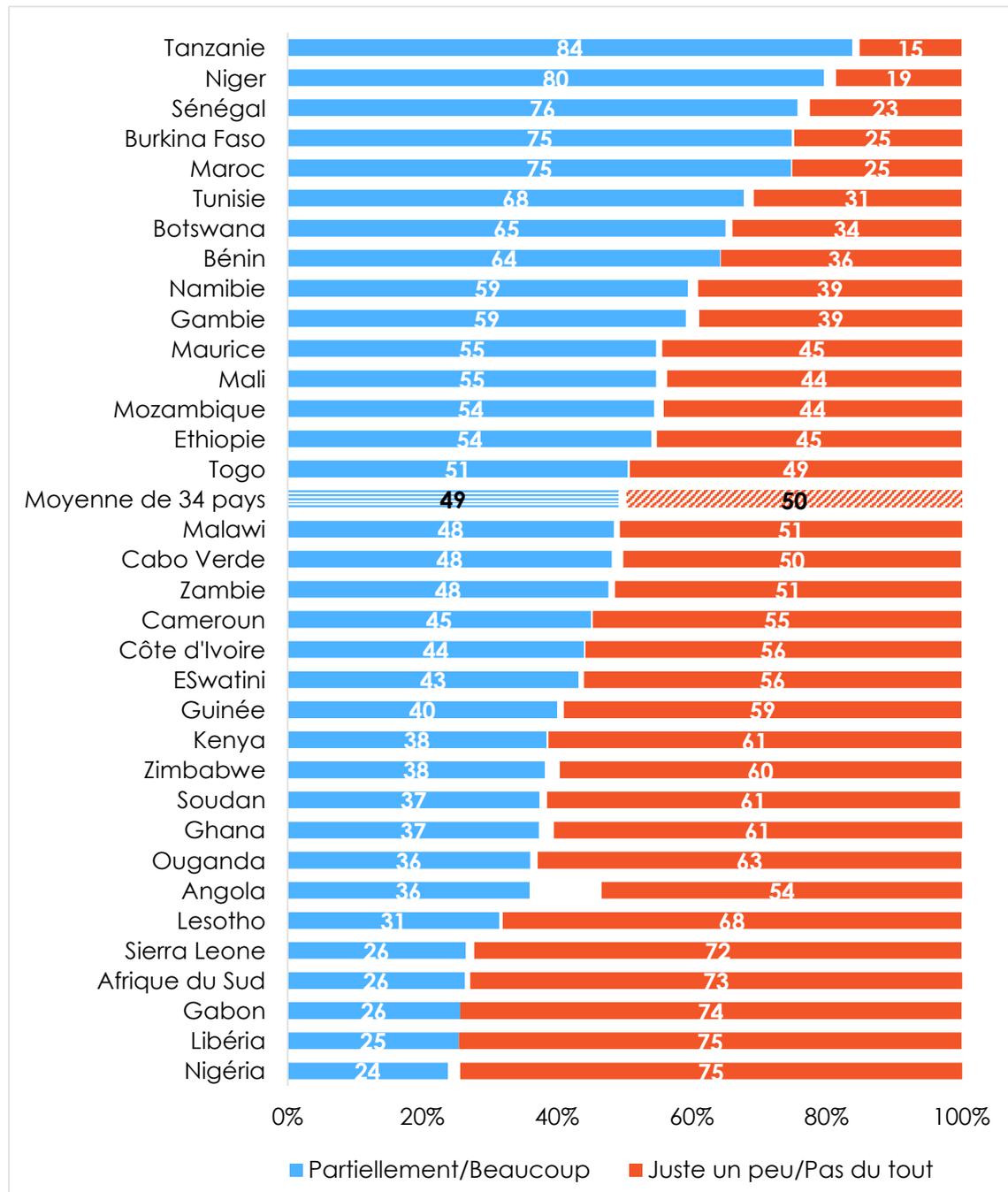
Figure 10 : Corruption perçue dans les rangs des autorités | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Tout comme la perception de la corruption, la confiance de la population vis-à-vis de la police varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 11). Les Nigériens, Libériens, Gabonais, Sud-Africains et Sierra-Léonais sont les moins confiants à l'égard de leur police ; seulement un quart des personnes déclarent avoir « partiellement » ou « beaucoup » confiance en elle. En revanche, la police jouit de la confiance de trois quarts ou plus de la population en Tanzanie (84%), au Niger (80%), au Sénégal (76%), au Burkina Faso (75%) et au Maroc (75%).

Figure 11 : Confiance en la police | 34 pays | 2019/2021

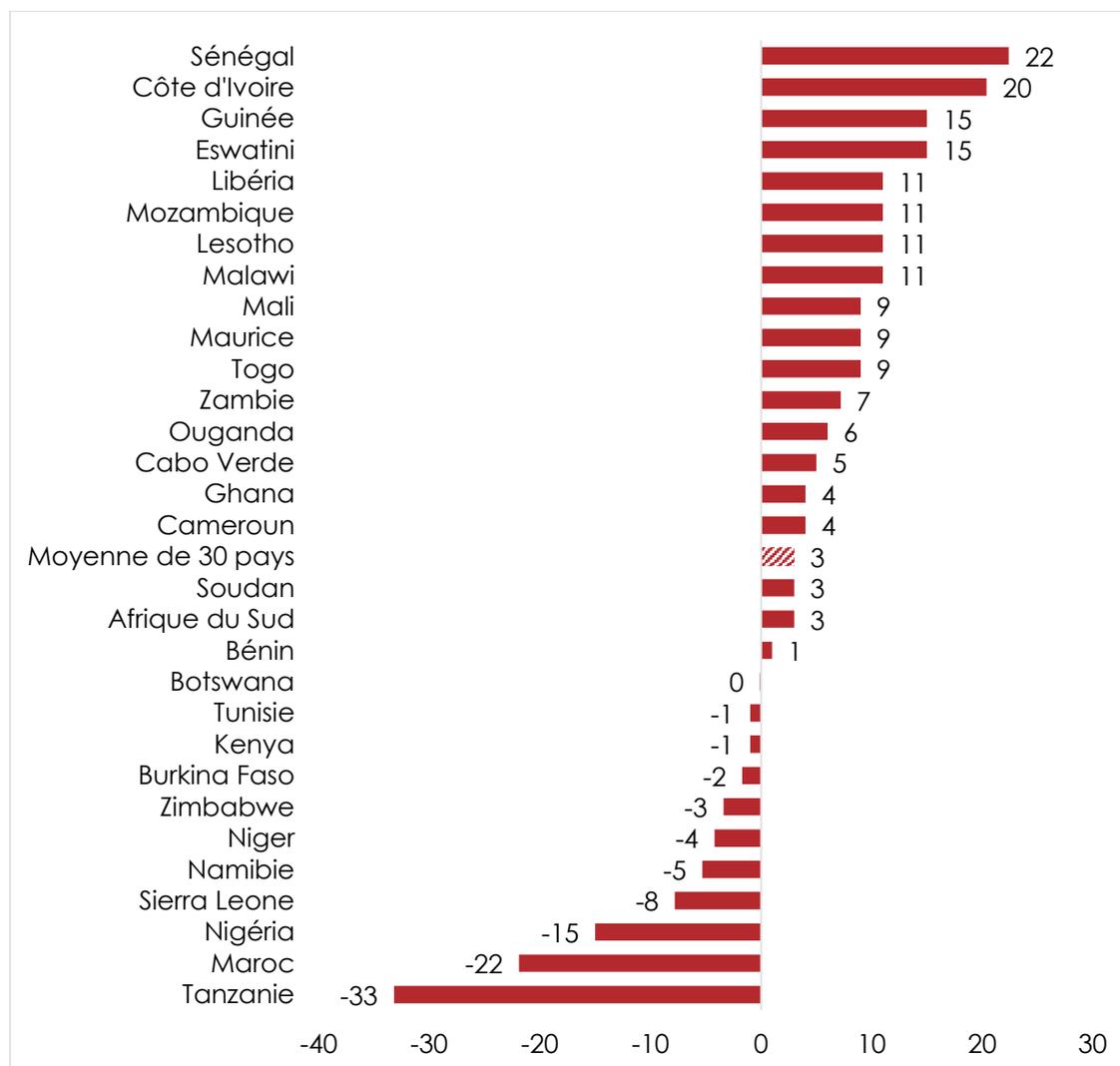


Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ?

En moyenne, à travers les 30 pays où les perceptions vis-à-vis de la police ont été observées depuis 2011/2013, l'évaluation selon laquelle « tous » ou « la plupart » des policiers sont corrompus ne s'est accrue que de 3 points de pourcentage, tandis que la confiance est restée stable à 52%. Cependant, on observe des hausses drastiques, au cours de la dernière décennie, de la perception de la corruption de la police au Sénégal (+22 points de pourcentage), en Côte d'Ivoire (+20 points), en Guinée (+15 points) et en Eswatini (+15 points), ainsi que des hausses moins importantes mais néanmoins significatives dans 12 autres pays (Figure 12).

Sur la même période, trois pays seulement ont enregistré des améliorations à deux chiffres : La corruption perçue au sein de la police a baissé de 15 points de pourcentage au Nigéria, de 22 points au Maroc et remarquablement de 33 points en Tanzanie. Mais même avec cette amélioration, le Nigéria présente toujours des niveaux de corruption perçue parmi les plus élevés de 2019/2021.

Figure 12 : Evolution de la corruption perçue dans les rangs de la police | 30 pays | 2011-2021

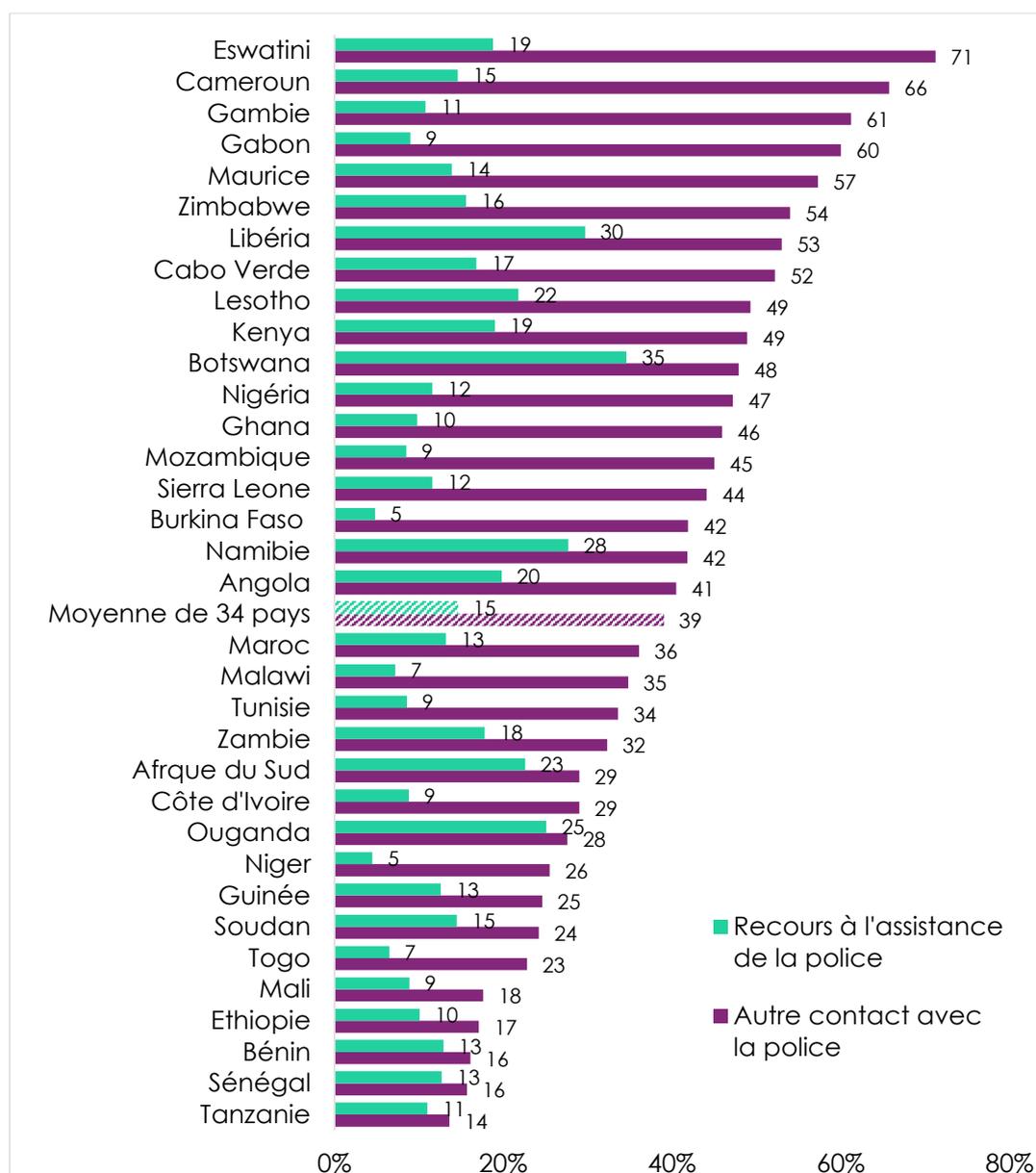


Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Police ? (% de ceux qui répondent « la plupart » ou « tous » en 2019/2021 moins % de ceux qui sont du même avis en 2011/2013. Les chiffres positifs indiquent une hausse de la corruption.)

Contact avec la police

Dans quelle mesure ces évaluations relativement négatives de l'intégrité de la police reposent-elles sur des expériences personnelles, par opposition à une perception de masse plus générale ? Nous relevons des preuves significatives que les contacts personnels avec la police jouent un rôle déterminant dans ces perceptions du public. Si 15% des citoyens déclarent s'être adressé à la police au cours de l'année précédente pour solliciter une assistance, ils sont beaucoup plus nombreux (39%) à avoir rencontré la police dans d'autres circonstances, comme dans le cadre de contrôles d'identité ou d'enquêtes (Figure 13).

Figure 13 : Contact avec la police | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? (% de ceux qui répondent « oui »)

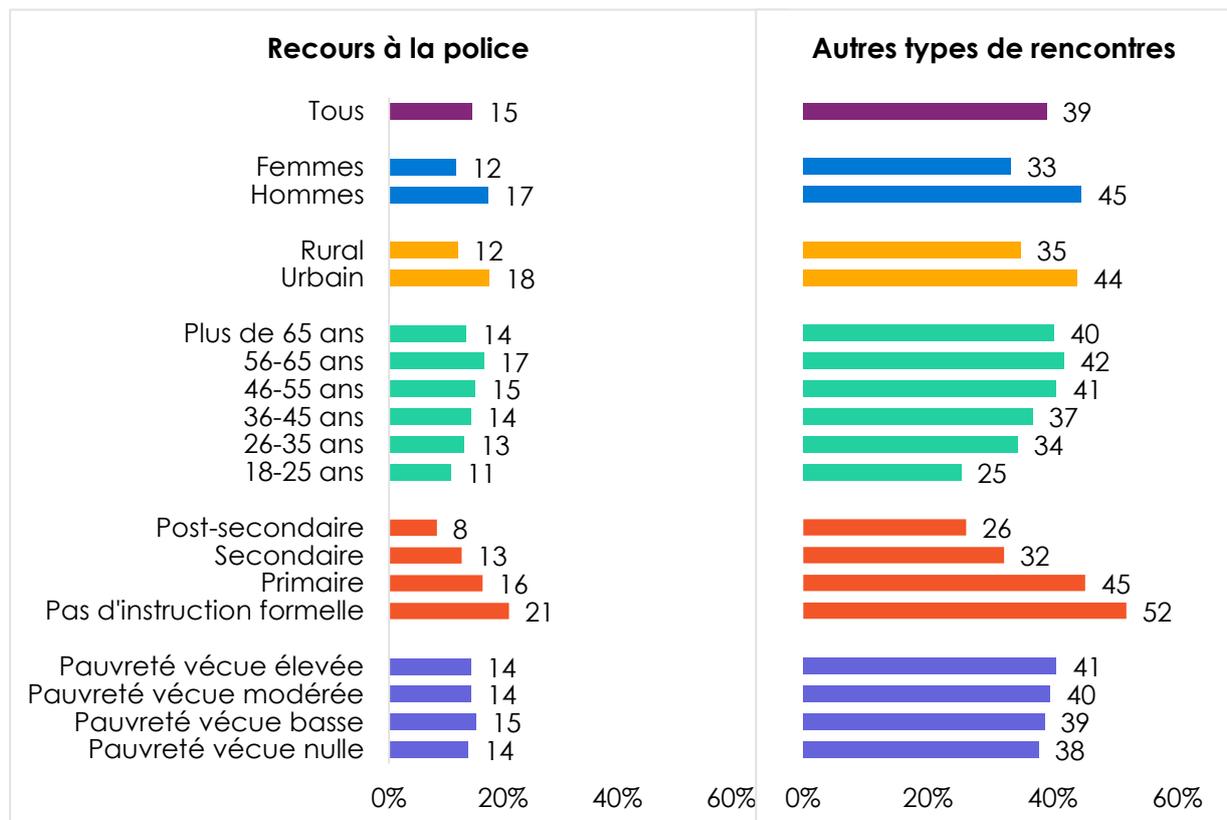
Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? (% de ceux qui répondent « souvent », « quelques fois », ou « une ou deux fois »)

La confiance relativement élevée en la police (voir la Figure 11) au Botswana (65%) et en Namibie (59%) peut se traduire par le fait qu'un grand nombre de Botswanais (35%) et de Namibiens (28%) ont fait appel à la police au moins une fois au cours de l'année précédente. Toutefois, les Libériens ont sollicité l'assistance de la police à un taux similaire (30%), alors que le pays affiche l'un des niveaux de confiance les plus faibles du continent (25%). Plus d'un adulte sur cinq ont également eu des contacts volontaires avec la police en Ouganda (25%), en Afrique du Sud (23%), au Lesotho (22%) et en Angola (20%). Par ailleurs, une personne sur 10 ou moins ont sollicité l'assistance de la police dans 11 des 34 pays,

Les contacts avec la police dans d'autres circonstances étaient plus nombreux dans tous les pays. En Eswatini, 71% des répondants déclarent avoir été en contact avec la police lors de contrôles d'identité ou d'enquêtes, et il en est de même pour une grande majorité de Camerounais (66%), Gambiens (61%) et Gabonais (60%). Moins d'une personne sur cinq ont vécu des expériences similaires au Mali (18%), en Éthiopie (17%), au Bénin (16%), au Sénégal (16%) et en Tanzanie (14%).

En dépit des disparités importantes quant à l'initiation, au but et à l'ampleur globale des deux types de contact, la distribution démographique des individus qui ont des contacts dans chaque cas est assez similaire. Dans les deux cas, les hommes et les citadins sont nettement plus susceptibles d'avoir des contacts avec la police, et les jeunes adultes ont plus de contacts que les personnes âgées (Figure 14).

Figure 14 : Qui a des contacts avec la police : Recours à leur assistance contre rencontres involontaires | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? (% « oui »)

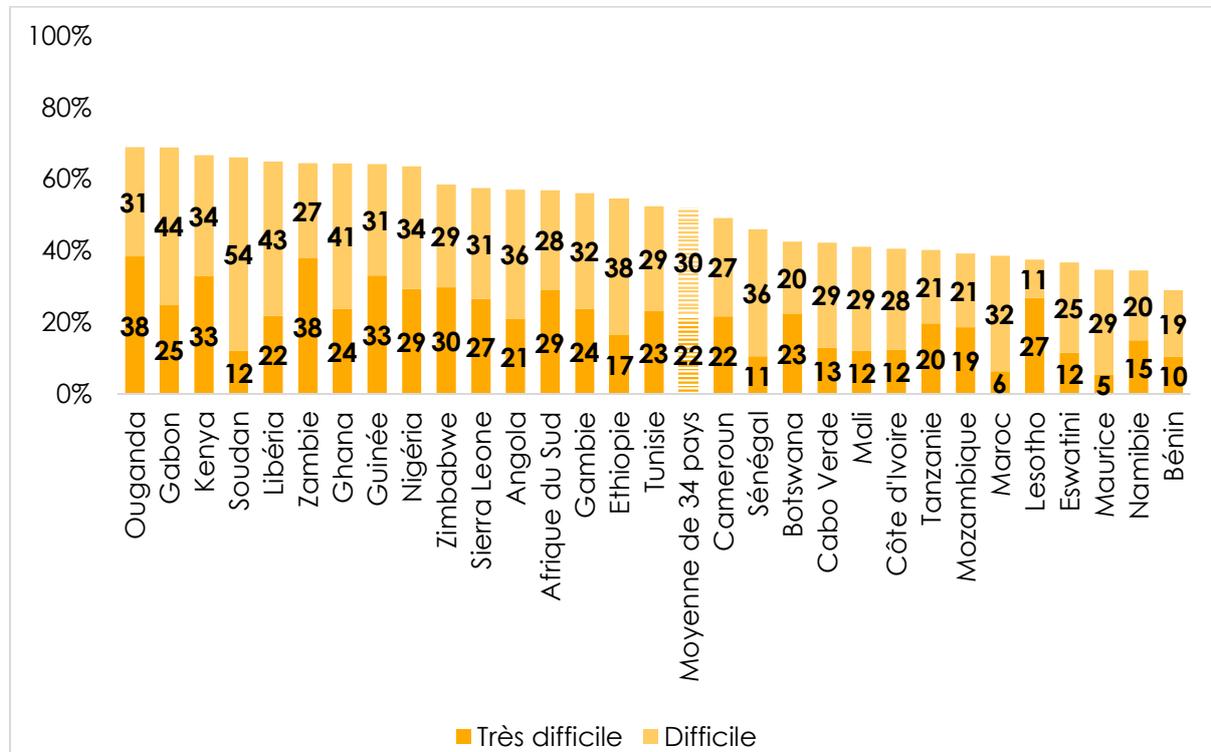
Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? (% de ceux qui répondent « souvent », « quelques fois » ou « une ou deux fois »)

Le niveau d'instruction, toutefois, se démarque comme un facteur important de la probabilité de contact : Les personnes titulaires d'un diplôme d'études post-secondaires sont plus de deux fois plus susceptibles que les personnes sans instruction formelle de faire appel à la police (21% contre 8%), et deux fois plus susceptibles de rencontrer la police dans d'autres circonstances (52% contre 26%). Ce dernier point reflète probablement en partie la fréquence des rencontres avec la police aux barrages routiers ou aux points de contrôle, puisque les personnes qui ont fait des études post-secondaires sont beaucoup plus susceptibles de posséder personnellement un véhicule que celles qui n'ont pas fait d'études (37% contre 15%). En revanche, les disparités entre les niveaux de pauvreté sont marginales.

La présence de la police est également liée à des taux de contact plus élevés. Près d'un citoyen sur cinq (18%) ont fait appel à la police pour obtenir de l'aide lorsque des commissariats de police sont présents dans la collectivité, contre 13% dans le cas contraire. Et les taux de contact dans d'autres types de rencontres sont également plus élevés – de 8 points de pourcentage dans les deux cas – chez les personnes qui vivent dans des zones de dénombrement dotées de commissariats de police et où des barrages routiers policiers/militaires étaient présents.

Plus de la moitié des répondants qui ont sollicité l'assistance de la police déclarent qu'il leur avait été « difficile » (30%) ou « très difficile » (22%) d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin (Figure 15). Pas moins de deux tiers d'entre eux ont éprouvé des difficultés en Ouganda (69%), au Gabon (69%), au Kenya (67%) et au Soudan (66%), et même parmi les pays les plus performants – Bénin (29%), Namibie (35%) et Maurice (35%) – un tiers environ ont été confronté à des difficultés.

Figure 15 : Difficulté à recevoir une assistance policière | 34* pays | 2019/2021

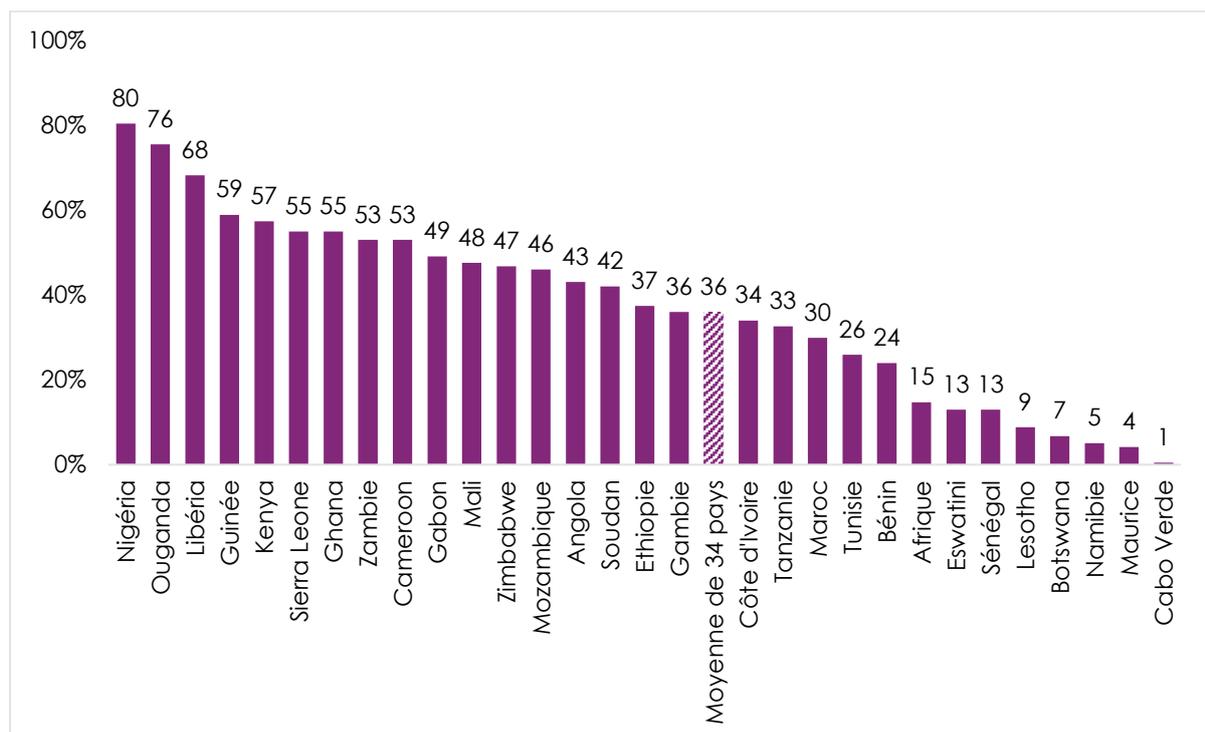


Questions posées aux répondants : Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Était-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Ceux qui n'ont pas fait appel à la police sont exclus. Les pays dont moins de 100 répondants ont déclaré avoir sollicité une assistance (Burkina Faso, Malawi, Niger et Togo) ne sont pas représentés en raison de l'importante marge d'erreur, quoiqu'inclus dans la moyenne des 34 pays.)

Le versement de pots-de-vin est un problème récurrent dans les deux types de rencontres avec la police. Plus d'une personne sur trois (36%) ayant contacté la police pour obtenir de l'assistance déclarent avoir versé des pots-de-vin pour obtenir l'assistance dont elles avaient besoin, et 34% des personnes ayant rencontré la police dans d'autres situations ont versé des pots-de-vin pour éviter des problèmes. Ces niveaux sont élevés par rapport aux sollicitations de pots-de-vin en échange d'autres services publics clés, tels que la délivrance de documents d'identité (25%), les soins médicaux (19%) et les services scolaires publics (18%).

Les différences au niveau du versement de pots-de-vin sur le continent sont frappantes. Plus de trois quarts des Nigériens (80%) et Ougandais (76%) qui ont fait appel à la police ont versé des pots-de-vin pour obtenir l'assistance dont ils avaient besoin, tout comme deux tiers (68%) des requérants libériens (Figure 16). Toutefois, le versement de pots-de-vin reste l'exception dans une grande partie de l'Afrique australe : Moins d'une personne sur 10 ont versé des pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police au Lesotho (9%), au Botswana (7%), en Namibie (5%) et à Maurice (4%). Au Cabo Verde, à peine 1% des répondants signalent de tels paiements.

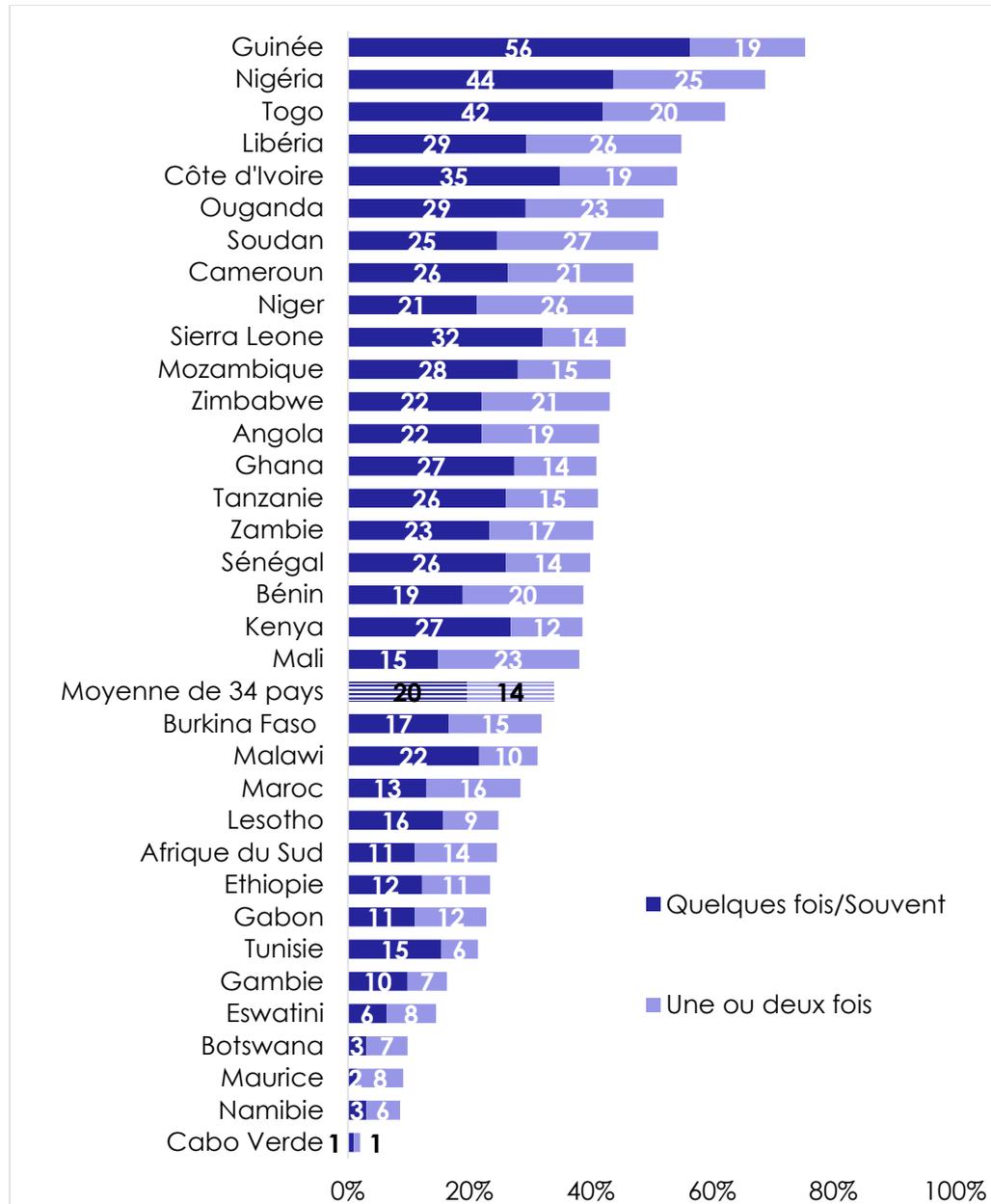
Figure 16 : Versement de pots-de-vin en échange d'une assistance policière
 | 34* pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants : Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ») (Ceux qui n'ont pas fait appel à la police sont exclus. Les pays dont moins de 100 répondants ont déclaré avoir sollicité une assistance (Burkina Faso, Malawi, Niger et Togo) ne sont pas représentés en raison de l'importante marge d'erreur, quoiqu'inclus dans la moyenne des 34 pays.)

Le schéma est similaire pour ce qui est du versement de pots-de-vin pour éviter les problèmes avec la police : 75% des personnes qui ont eu contact en Guinée et 69% au Nigeria ont versé des pots-de-vin, contre seulement 2% au Cabo Verde (Figure 17).

Figure 17 : Versement de pots-de-vin pour éviter des problèmes avec la police
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir rencontré la police dans d'autres situations (pas dans le cadre d'une demande d'assistance) au cours des 12 mois précédents : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou rendre service à un agent de police pour éviter des problèmes lors de l'une de ces rencontres ? (Les répondants qui n'ont pas rencontré la police dans ces circonstances sont exclus.)

Nous avons précédemment examiné le profil des citoyens les plus susceptibles de rencontrer la police (Figure 14) : les plus jeunes, les urbanisés, les plus instruits et/ou les hommes. Mais une fois le contact établi, qui est le plus susceptible de faire face à des problèmes dans ses rapports avec la police, qu'il s'agisse de difficultés à obtenir une assistance ou de corruption ?

En vue de mieux appréhender la quantité et la qualité (en termes de versement de pots-de-vin) des interactions avec la police, les deux graphiques suivants combinent les deux types de contact pour étudier les *effectifs globaux de la population* en ce qui concerne le contact et le versement de pots-de-vin. La proportion totale de la population qui déclarent avoir eu un contact quelconque, volontaire ou non, avec la police au cours de l'année écoulée est en moyenne de 45%, tandis que 15% de la population totale déclarent avoir versé des pots-de-vin au moins une fois lors de ces contacts (Figure 18). Environ un citoyen sur trois (29%) ont eu des contacts avec la police mais n'ont pas versé de pots-de-vin.

Ces chiffres révèlent d'importantes disparités entre les pays. Par exemple, 75% de tous les adultes en Eswatini ont eu un contact avec la police au cours de l'année écoulée, soit le taux de contact le plus élevé de tous les pays sondés. Mais à 12%, la prévalence de la corruption est comparativement faible. Le Botswana, Maurice, le Cabo Verde et la Namibie présentent également des taux de contact élevés – tous supérieurs à 50% – mais une faible fréquence (6% ou moins) de la corruption.

Le Cameroun, le Libéria et le Nigéria, en revanche, se distinguent par des taux de contact également élevés (69%, 59% et 50%, respectivement) mais des proportions beaucoup plus importantes de personnes déclarant avoir versé des pots-de-vin : Dans chaque pays, un tiers (34%-35%) ont versé des pots-de-vin à la police au cours de l'année écoulée. En revanche, le Bénin, le Sénégal, le Mali, l'Éthiopie et la Tanzanie affichent tous des taux de contact de 25% ou moins et des taux de corruption de 10% ou moins.

Faites vous-même votre analyse des données d'Afrobarometer - quels que soient la question, le pays et le Round d'enquête. C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

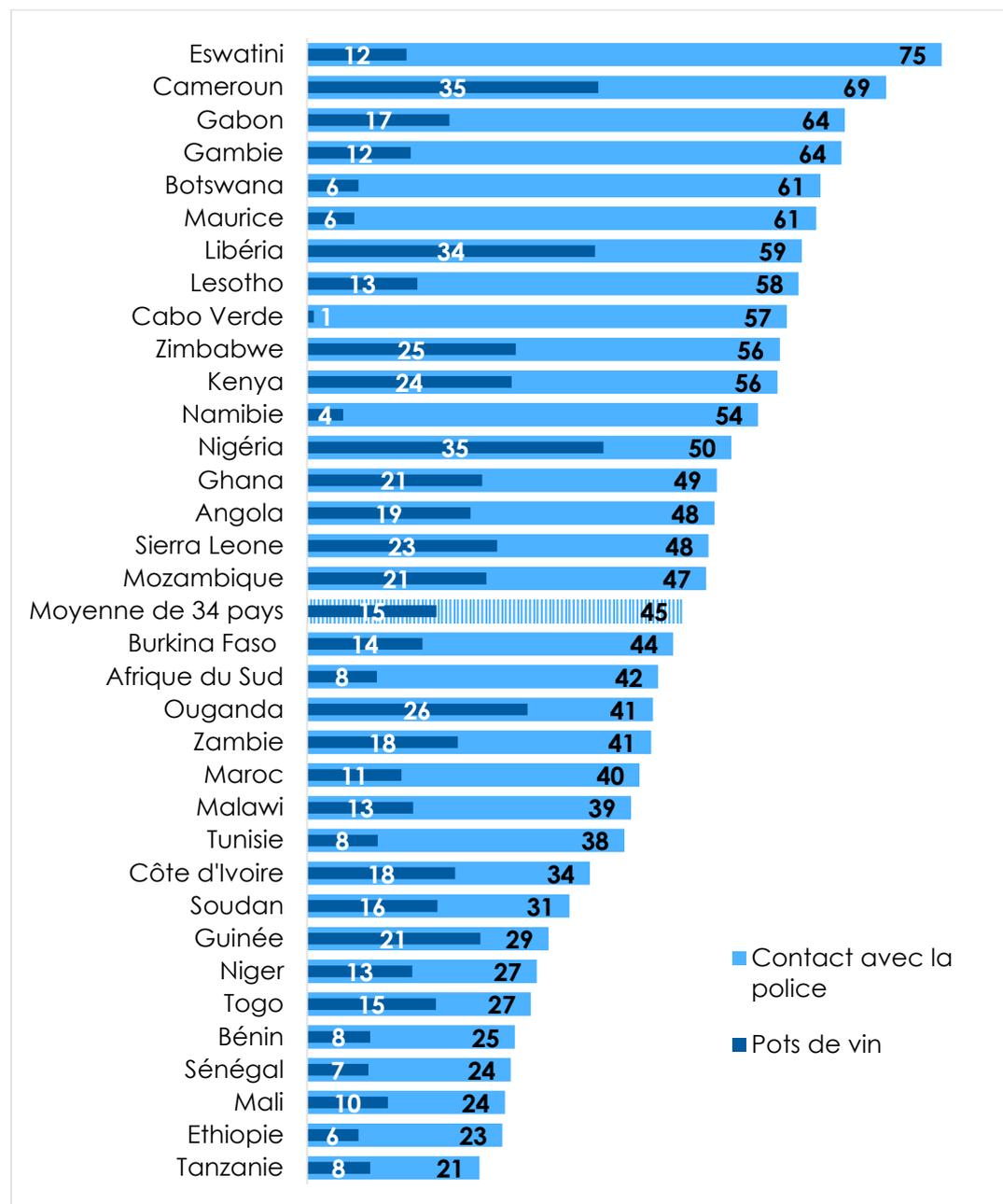
Comme nous l'avons déjà relevé, les hommes, les résidents urbains et les jeunes sont plus susceptibles d'avoir eu des

contacts et d'avoir versé des pots-de-vin que les femmes, les résidents ruraux et les personnes âgées (Figure 19). De même, les taux de contact et de pots-de-vin croissent régulièrement à travers les différents niveaux d'instruction.

Mais la tendance en ce qui concerne le seuil de pauvreté est particulière. Alors que les répondants les plus pauvres sont moins susceptibles d'avoir des contacts avec la police, ils sont *plus susceptibles* d'avoir versé des pots-de-vin que les citoyens plus riches, ce qui suggère qu'ils sont particulièrement susceptibles de se faire persécuter par la police lors de leurs interactions.

Presque la moitié (46%) des personnes les plus riches ont eu des contacts avec la police, mais seulement un sur cinq environ de ceux qui ont eu des contacts (10% de tous les répondants du groupe le plus riche) ont versé des pots-de-vin. Parmi les plus pauvres, le taux de contact était légèrement inférieur (44%), mais plus de quatre personnes sur 10 ayant rencontré la police (18% de tous les répondants du groupe le plus pauvre) ont fini par verser des pots-de-vin au moins une fois.

Figure 18 : Taux de contact avec la police et de corruption | en fonction de toute la population | 34 pays | 2019/2021



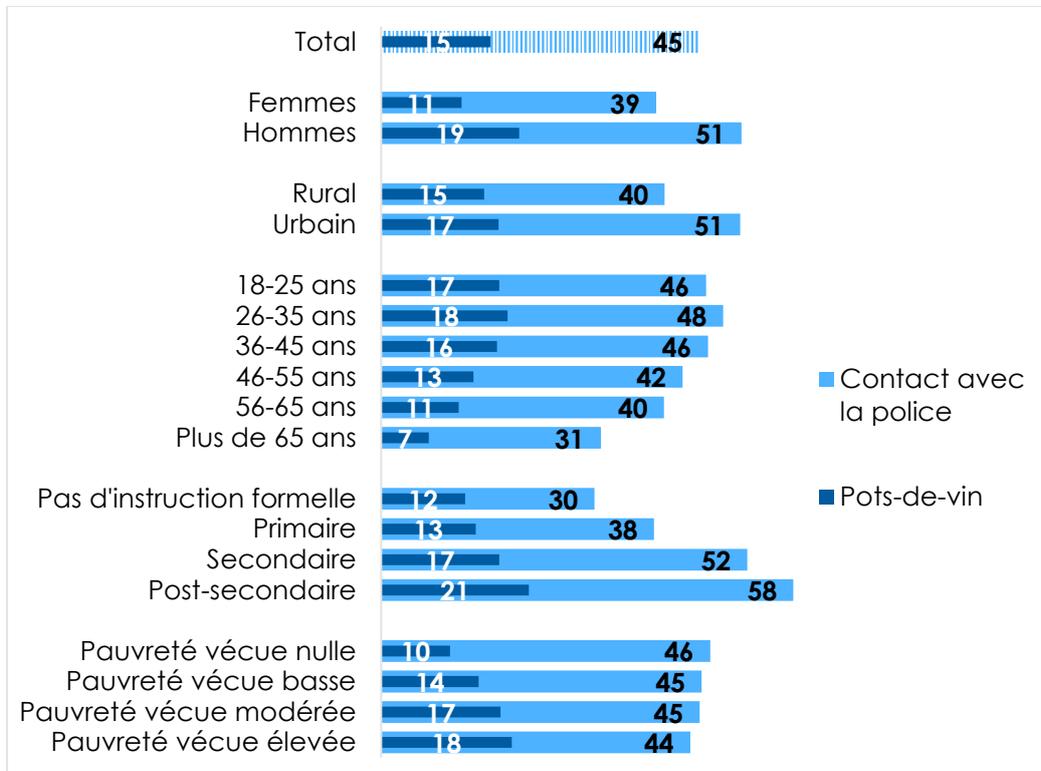
Questions posées aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? [Le cas échéant :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

La figure montre le % de tous les répondants qui signalent avoir eu l'un ou les deux types de contact avec la police (barres en bleu clair) et le % de tous les répondants qui signalent avoir versé des pots-de-vin à la police dans l'une ou l'autre circonstance (barres en bleu foncé).

Figure 19 : Taux de contact avec la police et de corruption | en fonction des groupes socio-démographiques | 34 pays | 2019/2021



La figure montre le % de tous les répondants qui signalent l'un ou l'autre ou les deux types de contact avec la police (barres en couleur bleu clair) et le % de tous les répondants qui signalent avoir versé des pots-de-vin à la police dans l'une ou l'autre circonstance (barres en couleur bleu foncé).

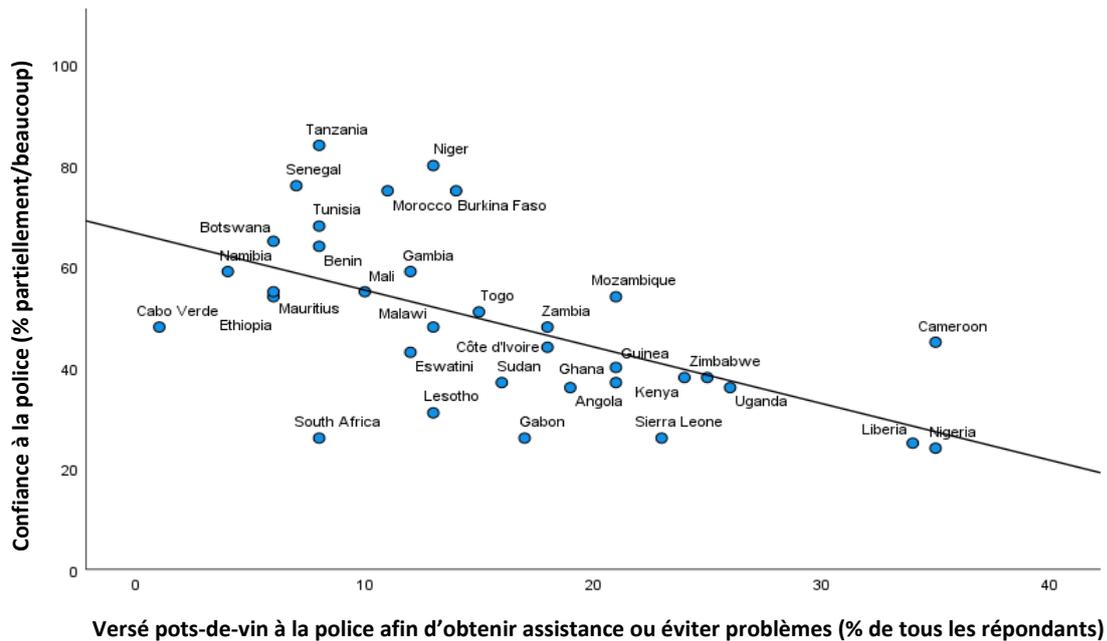
Revenons en arrière : Pots-de-vin et (manque de) confiance

Nous avons décrit les faibles niveaux de confiance vis-à-vis de la police et le recours généralisé aux pots-de-vin lors des interactions avec la police. Dans quelle mesure ces deux observations sont-elles étroitement liées ? Comme le montre la Figure 20, il existe une forte corrélation au niveau national entre la proportion de la population totale qui ont versé des pots-de-vin au cours de l'année écoulée et le niveau de confiance vis-à-vis de la police (r de Pearson = 0,695, significatif au niveau 0,01). Le Libéria et le Nigéria, deux des pays où l'incidence du versement de pots-de-vin à la police est la plus élevée, présentent également des niveaux de confiance parmi les plus bas, tandis que la Tanzanie se situe à l'extrême opposé, avec de faibles niveaux de corruption et des niveaux de confiance élevés.

Il est évident que la corruption n'est pas le seul facteur affectant la confiance : Si la perception du caractère corrompu de la police est encore relativement modeste en Afrique du Sud, par exemple, la police y recueille des niveaux de confiance parmi les plus bas du continent. Cela peut en partie refléter une perte de confiance plus généralisée et profonde du public vis-à-vis des institutions étatiques au cours de la dernière décennie en Afrique du Sud (Moosa & Hofmeyr, 2021), plutôt qu'un manque de confiance centré uniquement sur la police.

Mais il est évident que les rencontres fréquentes avec des anticipations ou des sollicitations de pots-de-vin visant à obtenir une assistance policière ou à éviter des harcèlements de la part de la police entament sérieusement la confiance du public vis-à-vis de l'institution.

Figure 20 : Versement de pots-de-vin et confiance vis-à-vis de la police | 34 pays
 | 2019/2021



Synthèse relative aux activités de police

Les trois tableaux ci-dessous récapitulent nos indicateurs relatifs à la présence policière et au contact avec la police, à l'efficacité de la police, et à l'intégrité de la police, offrant une perspective globale sur le classement des pays par rapport à ces questions.

Nous commençons par une comparaison, dans le Tableau 1, des mesures de la présence policière et du contact direct avec la police qui ont été décrites ci-dessus. Les pays sont classés du plus élevé au plus faible en fonction de la moyenne des trois indicateurs de présence policière (commissariat de police dans la ZD, rencontre de la police dans la ZD et barrage routier policier ou militaire dans la ZD). Le Cameroun, le Maroc, la Tunisie, le Soudan et l'Angola se distinguent par les niveaux les plus élevés de présence policière, occupant les premières places sur les trois indicateurs, tandis que le Niger, le Malawi, le Zimbabwe et le Lesotho enregistrent des niveaux de présence relativement faibles sur les trois indicateurs.

Mais ce qui est particulièrement intéressant dans ce tableau, c'est l'absence de corrélation évidente au niveau du pays – par opposition au niveau individuel rapporté plus haut – entre la présence locale de la police et les niveaux rapportés de contact des citoyens avec la police. On pourrait s'attendre à ce qu'une forte présence policière soit étroitement associée à d'« autres contacts » avec la police (par le biais de barrages routiers, etc.), mais cette corrélation semble être, au mieux, faible. Cela suggère que les différences au niveau national des politiques et pratiques policières ont une plus grande influence sur les taux de contact que la présence policière locale. Le Cameroun se classe au premier rang en termes de présence policière et présente l'un des niveaux les plus élevés de contact avec la police, à 66%. Mais il ne se dégage pas de tendance régulière dans la plupart des pays. D'une part, le Soudan affiche une présence policière assez importante mais des niveaux de contact (non planifié) relativement modestes (24%). D'autre part, la Gambie, l'Eswatini et le Zimbabwe, où la présence policière est modérée à très faible, présentent des niveaux de contact parmi les plus élevés de tous les pays. L'absence de relation évidente se confirme par l'absence de corrélation significative entre ces indicateurs.

Tableau 1 : Synthèse des indicateurs de présence policière et de contact avec la police | 34 pays | 2019/2021

	Présence			Contact	
	Commissariat de police	Police rencontré	Barrages routiers policiers/militaires	Appel à l'aide	Autre contact
Cameroun	68%	79%	42%	15%	66%
Maroc	57%	60%	20%	13%	36%
Tunisie	56%	57%	23%	9%	34%
Soudan	48%	51%	35%	15%	24%
Angola	37%	43%	30%	20%	41%
Botswana	63%	37%	3%	35%	48%
Kenya	58%	32%	9%	19%	49%
Afrique du Sud	43%	42%	1%	23%	29%
Bénin	41%	31%	14%	13%	16%
Guinée	40%	33%	7%	13%	25%
Cabo Verde	36%	43%	0%	17%	52%
Namibie	28%	47%	3%	28%	42%
Nigéria	25%	34%	18%	12%	47%
Libéria	40%	33%	4%	30%	53%
Maurice	43%	31%	0%	14%	57%
Gabon	26%	30%	16%	9%	60%
Côte d'Ivoire	28%	28%	11%	9%	29%
Mozambique	46%	18%	4%	9%	45%
Gambie	28%	25%	12%	11%	61%
Sénégal	38%	25%	1%	13%	16%
Ghana	35%	20%	9%	10%	46%
Eswatini	22%	26%	13%	19%	71%
Ethiopie	29%	22%	3%	10%	17%
Sierra Leone	21%	27%	6%	12%	44%
Togo	24%	22%	8%	7%	23%
Burkina Faso	25%	21%	5%	5%	42%
Tanzanie	24%	20%	5%	11%	14%
Zambie	21%	23%	5%	18%	32%
Mali	31%	9%	7%	9%	18%
Ouganda	34%	11%	0%	25%	28%
Niger	19%	15%	10%	5%	26%
Malawi	30%	11%	2%	7%	35%
Zimbabwe	21%	14%	5%	16%	54%
Lesotho	21%	11%	6%	22%	49%
Moyenne de 34 pays	36%	30%	10%	15%	39%
	0-30%	0-30%	0-5%	0-5%	0-30%
	31-40%	31-40%	6-10%	6-10%	31-40%
	41-50%	41-50%	11-15%	11-15%	41-50%
	51-60%	51-60%	16-20%	16-20%	51-60%
	61% et plus	61% et plus	21% et plus	21% et plus	61% et plus

Nous nous intéressons ensuite à plusieurs indicateurs de l'efficacité des services de maintien de l'ordre, notamment le sentiment personnel de sécurité des répondants, la facilité déclarée à obtenir une assistance policière et les évaluations globales de la performance gouvernementale en matière de réduction de la criminalité (Tableau 2). Les pays sont classés en fonction de la moyenne de ces indicateurs, du plus élevé au plus bas (les scores les plus élevés représentant des résultats plus positifs).

Les Tanzaniens se distinguent par leur sentiment de sécurité et leur satisfaction à l'égard des performances de la police, devant les ressortissants du Niger, du Togo, du Bénin (dans ce cas, malgré une sécurité moindre dans le voisinage), du Maroc, de l'Eswatini, du Botswana et de Maurice. Tous ces pays affichent des scores élevés sur au moins trois des quatre indicateurs. Il convient de noter qu'au Maroc et à Maurice, les gouvernements recueillent de très mauvaises appréciations de la part de leurs citoyens, même si les deux pays réalisent des performances relativement bonnes pour les trois autres indicateurs.

En revanche, l'Angola, le Libéria, le Mali, la Zambie, l'Afrique du Sud et le Gabon enregistrent des performances médiocres pour la plupart ou la totalité de ces indicateurs. Les habitants ne se sentent généralement pas en sécurité chez eux et dans leur quartier (bien que les Libériens et les Gabonais soient quelque peu moins inquiets à l'intérieur de leur maison) et éprouvent des difficultés à obtenir une assistance policière (bien que le Mali soit une exception sur cet indicateur), et tous évaluent mal la performance globale de leur gouvernement en matière de lutte contre la criminalité.

Enfin, nous relevons trois indicateurs de l'intégrité (ou du manque d'intégrité) de la police : le manque de confiance, la perception d'un comportement corrompu et l'expérience de versement de pots-de-vin (Tableau 3). Les pays sont classés en fonction de la moyenne de ces indicateurs, de la plus élevée à la plus faible (les scores les plus élevés représentant les pires résultats).

Le Libéria, le Nigéria, le Gabon, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Kenya et le Cameroun affichent tous une moyenne de plus de 50% de résultats négatifs pour ces trois indicateurs, mais le Zimbabwe, le Ghana et l'Afrique du Sud ne font guère mieux. En revanche, la Tanzanie, le Maroc, le Niger, la Tunisie, le Burkina Faso, le Botswana et le Cabo Verde affichent une moyenne inférieure à 25% pour ces trois indicateurs.

Il est à noter que la Tanzanie, le Maroc, le Niger et le Botswana figurent également parmi les pays enregistrant les meilleures performances en matière d'efficacité de la police (Tableau 2), tandis que le Gabon, le Libéria et le Nigéria figurent parmi les pays enregistrant les performances les moins satisfaisantes. Mais il convient également de noter qu'il n'y a pas de correspondance absolue entre la performance et (le manque) d'intégrité. Par exemple, le Burkina Faso a l'un des meilleurs niveaux d'intégrité, mais le pays se situe assez bas (26e sur 34 pays) en termes d'efficacité de la police. En revanche, la police de la Sierra Leone recueille de très mauvaises appréciations pour l'intégrité, mais des appréciations au-dessus de la moyenne (9e sur 34 pays) pour l'efficacité.

Tableau 2 : Synthèse des indicateurs d'efficacité de la police | 34 pays | 2019/2021

	Jamais senti en insécurité en marchant	Jamais craint la criminalité	Facile d'obtenir une assistance policière*	Gère très/assez bien la réduction de la criminalité
Tanzanie	82%	81%	60%	86%
Niger	71%	78%		54%
Togo	62%	68%		63%
Bénin	44%	60%	71%	76%
Maroc	64%	83%	61%	42%
Eswatini	59%	64%	62%	61%
Botswana	54%	63%	58%	69%
Maurice	72%	82%	65%	26%
Sierra Leone	71%	77%	42%	47%
Ethiopie	61%	74%	46%	50%
Kenya	61%	65%	33%	57%
Côte d'Ivoire	52%	72%	49%	43%
Namibie	47%	56%	65%	45%
Tunisie	54%	73%	48%	29%
Ghana	61%	64%	36%	42%
Malawi	50%	64%		36%
Gambie	53%	64%	44%	37%
Mozambique	46%	50%	61%	40%
Ouganda	61%	53%	31%	51%
Sénégal	37%	68%	54%	37%
Lesotho	57%	51%	62%	25%
Cabo Verde	56%	62%	58%	14%
Guinée	54%	65%	36%	30%
Cameroun	35%	57%	51%	40%
Zimbabwe	50%	46%	42%	42%
Burkina Faso	38%	47%		43%
Nigéria	48%	54%	36%	32%
Soudan	58%	64%	33%	14%
Angola	42%	48%	42%	26%
Libéria	48%	55%	35%	21%
Mali	40%	33%	59%	22%
Zambie	37%	43%	36%	35%
Afrique du Sud	40%	46%	42%	19%
Gabon	32%	55%	31%	8%
Moyenne de 34 pays	53%	61%	48%	40%
	0-20%	0-20%	0-20%	0-20%
	21-30%	21-30%	21-30%	21-30%
	31-40%	31-40%	31-40%	31-40%
	41-50%	41-50%	41-50%	41-50%
	51-60%	51-60%	51-60%	51-60%
	61-70%	61-70%	61-70%	61-70%
	71-80%	71-80%	71-80%	71-80%
	81%	81% et plus	81% et plus	81% et plus

Tableau 3 : Synthèse des indicateurs d'intégrité de la police | 34 pays | 2019/2021

	Pas du tout/ Juste un peu confiance	La plupart/Tous les policiers sont corrompus	Pots-de-vin
Libéria	75%	67%	34%
Nigéria	75%	63%	35%
Gabon	74%	69%	17%
Ouganda	63%	68%	26%
Sierra Leone	72%	61%	23%
Kenya	61%	68%	24%
Cameroun	55%	61%	35%
Zimbabwe	60%	59%	25%
Ghana	61%	60%	21%
Afrique du Sud	73%	55%	8%
Côte d'Ivoire	56%	58%	18%
Guinée	59%	50%	21%
Lesotho	68%	46%	13%
Zambie	51%	54%	18%
Eswatini	56%	53%	12%
Togo	49%	51%	15%
Mozambique	44%	48%	21%
Angola	54%	41%	19%
Soudan	61%	36%	16%
Malawi	51%	49%	13%
Mali	44%	55%	10%
Gambie	39%	48%	12%
Ethiopie	45%	43%	6%
Bénin	36%	46%	8%
Namibie	39%	37%	4%
Sénégal	23%	47%	7%
Maurice	45%	26%	6%
Cabo Verde	50%	22%	1%
Botswana	34%	30%	6%
Burkina Faso	25%	30%	14%
Tunisie	31%	24%	8%
Niger	19%	29%	13%
Maroc	25%	15%	11%
Tanzanie	15%	23%	8%
Moyenne de 34 pays	50%	47%	15%
	71% et plus	71% et plus	31-40%
	61-70%	61-70%	21-30%
	51-60%	51-60%	11-20%
	41-50%	41-50%	1-10%
	31-40%	31-40%	
	21-30%	21-30%	
	0-20%	0-20%	

Conclusion

À une époque où les sociétés sont confrontées à des menaces de plus en plus nombreuses – qu'il s'agisse de la criminalité organisée, du terrorisme, des catastrophes naturelles, des pandémies ou d'autres causes – des forces de sécurité efficaces et dignes de confiance sont appelées à jouer un rôle déterminant dans la protection et la sécurité des citoyens, et donc dans la promotion du développement. Mais dans de nombreux pays, la corruption de la police érode la confiance du public dans cette institution.

Cette situation compromet non seulement la sécurité au quotidien, car les citoyens évitent d'interagir avec la police, ne signalent pas les crimes ou, dans le cas des criminels, agissent en toute impunité, mais rend également la police moins efficace en tant qu'institution de référence en temps de crise. La mise en cause de certaines forces de police dans la mise en œuvre de mesures de confinement pendant la pandémie de la COVID-19 a fortement attiré l'attention sur ce manque de confiance du public et ses implications critiques (Okeowo & Mainga, 2020 ; Daily Maverick, 2020 ; France 24, 2020).

La sécurité est une fondation sur laquelle les citoyens établissent des existences productives. Les perceptions et expériences populaires de la police comme étant corrompue, indigne de confiance et inefficace mine le développement national tout en favorisant les manifestations. Même en l'absence de rapports très médiatisés sur les brutalités policières qui ont fait descendre les Nigériens, Kenyans, Sud-Africains et autres dans la rue, les mauvaises prestations de la police et les appels aux pots-de-vin font des victimes quotidiennes parmi les citoyens de tous horizons, surtout parmi les pauvres et les plus vulnérables.

Les pays en proie à des pratiques policières prédatrices pourraient s'inspirer de voisins tels que le Botswana et la Tanzanie, où les agents sont plus susceptibles de tendre la main pour offrir leur assistance que pour recevoir des pots-de-vin. Mais ces exceptions sont trop rares, et il faudra déployer des efforts résolus afin de mettre l'intégrité au premier plan pour briser le cycle de la corruption et du manque de confiance qui ronge bon nombre de forces de police africaines.

Références

- Adegoke, Y. (2020). Nigeria's EndSARS protests have been about much more than police brutality. Quartz Africa. 31 octobre.
- Agbiboa, D. E. (2015). Protectors or predators ? The embedded problem of police corruption and deviance in Nigeria. *Administration and Society*, 47(3), 244-281.
- Amnesty International. (2020). Nigeria : Time to end impunity : Torture and other human rights violations by special anti-robbery squad (SARS). 26 juin.
- BBC. (2020). Black Lives Matter : Ghana protest leader arrested. 8 juin.
- Busari, S. (2020). Nigeria's youth finds its voice with the EndSARS protest movement. CNN. 25 octobre.
- Daily Maverick. (2020). Covid-19 : Lockdown creates ripe pickings for corrupt police. 15 avril.
- France 24. (2020). Curfew crackdowns in several African countries kill more people than Covid-19. 17 avril.
- Harrisberg, K. (2020). South Africans protest police brutality against poor under lockdown. Reuters. 9 juin.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Moosa, M., & Hofmeyr, J. (2021). South Africans' trust in institutions and representatives reaches new low. Dépêche No. 474 d'Afrobarometer.
- Newham, G., & Faull, A. (2011). Protector or predator ? Tackling police corruption in South Africa. Institute for Security Studies Monograph No. 182.
- Obaji, P. (2020). Nigeria's #EndSARS protesters draw inspiration from Black Lives Matter movement. USA Today. 26 octobre.
- Odula, T. (2020). Tear gas, arrests as Kenyans protest police brutality. AP. 7 juillet.
- Okeowo, A., & Mainga, L. (2020). COVID19 and police brutality in Africa. Witness.
- Wambua, P. M. (2015). Call the police ? Across Africa, citizens point to police and government performance issues on crime. Dépêche No. 57 d'Afrobarometer.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Carolyn Logan est directrice des analyses au sein d'Afrobarometer et professeure associée au Département des Sciences Politiques de Michigan State University. Email : clogan@afrobarometer.org.

Josephine Appiah-Nyamekye Sanny est responsable du transfert des connaissances au sein d'Afrobarometer. Email : jappiah@afrobarometer.org.

Luyando Mutale Katenda est étudiant en master en politiques publiques à Michigan State University. Email : katendal@msu.edu.

Afrobarometer, un organisme à but non lucratif dont le siège est au Ghana, est un réseau de recherche panafricain et non partisan. La coordination régionale des partenaires nationaux dans environ 35 pays est assurée par le Centre Ghanéen pour le Développement Démocratique (CDD-Ghana), l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institut des Etudes en Développement (IDS) à l'Université de Nairobi au Kenya. La Michigan State University (MSU) et l'Université du Cap (UCT) apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède, par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement; de l'Agence américaine pour le développement international (U.S. Agency for International Development, USAID), par l'intermédiaire de l'Institut américain pour la paix; de la Fondation Mo Ibrahim des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates; la Fondation William et Flora Hewlett, l'Union européenne, la National Endowment for Democracy, la Fondation Mastercard, l'Agence japonaise de coopération internationale, la Fondation Konrad Adenauer, l'Université de Californie à San Diego, le Global Centre for Pluralism, le Groupe de la Banque mondiale, Freedom House, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, la GIZ et Humanity United.

Vos dons aident le projet Afrobarometer à permettre aux citoyens africains de se faire entendre. Veuillez envisager de faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Suivez nos publications grâce au mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 512 | 18 mars 2022